



Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental
dans la compétition économique (1958-1963)

CRMHM1 · II Chapitre 5

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité du précédent, intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, et retrace les décisions prises par les présidences Eisenhower et Kennedy, comme leurs conséquences sur le système multilatéral. Pour la première fois, des gouvernements américains communiquent ouvertement le déficit de leur balance des paiements – évalué à 4 milliards de dollars par Eisenhower. Dans le cadre de la compétition lancée par Khrouchtchev, un tel déficit extérieur ne représentait-il pourtant pas une menace pour la puissance américaine et l'avenir du « monde libre » ? La balance des paiements concentre en effet tous les critères de la puissance devenus classiques en histoire des relations internationales : les éléments économiques, financiers, militaires et politiques.

En réalité, le « monde libre » ne s'est pas écroulé sous le poids de la dette, ni même désorganisé après 1989. Au contraire, la chute du monde soviétique a été considérée comme la victoire du système multilatéral, libéral et capitaliste face au modèle communiste. Il faut donc croire que l'annonce de ce déficit, en 1960, associée à la mise en place d'une politique néo-libérale dans le cadre multilatéral, inaugurerait en fait une nouvelle diplomatie économique, qui dure encore : le déficit extérieur américain atteint aujourd'hui 16 000 milliards de dollars et fait partie du quotidien.

Régine Perron, maître de conférences, est habilitée à diriger des recherches en histoire des relations internationales à l'université de Cergy-Pontoise. Membre du laboratoire de recherches AGORA (ex-CICC), elle est membre associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) de Sorbonne Université.



ISBN :
979-10-231-3327-1

Crédit photo : Rencontre du président John F. Kennedy et de l'ancien président général Dwight D. Eisenhower à Camp David, 22 avril 1961. © Robert Knudsen (White House Photograph) / John F. Kennedy Presidential Library and Museum (Boston).

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

HISTOIRE DU MULTILATÉRALISME II

Dernières parutions

- La vierge et le Roi*
Damien Tricoive
- Devenir japonais. La mission jésuite au Japon (1549-1614)*
Hélène Vu Thanh
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*
François Ternat
- France-Japon, regards croisés. Mélanges en mémoire de Terushi Hara*
Dominique Barjot & Patrick Fridenson (dir.)
- De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled*
Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)
- Les stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle)*
Dominique Barjot & Marco Bertilorenzi
- Histoire du multiculturalisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent*
Jean Bérenger
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (XIV^e-XVII^e siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt & Denis Crouzet (dir.)
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père et fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Le corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une reconquête*
Prosper Eve
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Matthieu Lemoine (dir.)
- L'entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- Les frères d'Eichtal*
Hervé Le Bret
- Pierre Chaunu historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet & Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- L'union du Trône et de l'autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Matthieu Brejon de Lavergnée & Olivier Tort (dir.)

Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental dans
la compétition économique (1958-1963)



Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire de recherche AGORA
de l'Université de Cergy-Pontoise et du Centre Roland Mousnier
de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

ISBN de l'édition papier : 979-10231-0589-6
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2018

© Sorbonne Université Presses, 2023

Maquette et réalisation : Gaëlle Bachy
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

À Robert et Henriette Perron

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AELE :	Association européenne de libre-échange
AID :	Agence internationale de développement
AIIB :	Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
BIRD :	Banque internationale de reconstruction et de développement
BIS :	Banque des règlements internationaux
CEA :	Council of Economic Advisers
CECA :	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE :	Communauté économique européenne
CEPAL :	Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU
CNUCED :	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
DAG :	Development Assistance Group
DLF :	Development Loan Fund
EAMA :	États africains et malgache associés
ECA :	European Cooperation Administration
FAO :	Food and Agriculture Organization
FED :	Fonds européen de développement
FMI :	Fonds monétaire international
GATT :	General Agreement on Tariffs and Trade
ICA :	International Cooperation Administration
IDA :	International Development Association
OCDE :	Organisation de coopération et de développement économique
OECE :	Organisation européenne de coopération économique
OIC :	Organisation internationale du commerce
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONU :	Organisation des Nations unies
OTAN :	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PAC :	Politique agricole commune
PAM :	Programme alimentaire mondial
PTOM :	Pays et territoires d'outre-mer
TEC :	Tarif extérieur commun
UE :	Union européenne
UEO :	Union de l'Europe occidentale
UEP :	Union européenne des paiements
UER :	Union européenne de réserve

DEUXIÈME PARTIE

**L'Europe de l'Ouest et le « déficit
impérial » de la balance des
paiements américaine (1961-1963)**

Après avoir considéré dans la première partie le point de vue américain sur le déficit de la puissance du « monde libre » et moteur du multilatéralisme, cette deuxième partie est consacrée au principal partenaire qu'est l'Europe de l'Ouest. Dès lors que les Européens (et les Japonais) ont été désignés par le président Eisenhower comme les principaux responsables de l'état de la balance des paiements américaine, ils ont désormais l'obligation de s'en préoccuper. Si David P. Calleo parle de l'« économie impériale » des États-Unis à partir de la décennie 1960 jusqu'à nos jours, il devient aussi « impérial » pour les Européens de réduire ce déficit¹.

Dans ce contexte, les contacts entre les partenaires américain et européen se renforcent pour établir une véritable coopération économique et financière. Cela se passe dans les cadres institutionnels du multilatéralisme : le FMI à Washington voit la création du groupe des Dix (G10), la Banque des règlements internationaux (BIS) à Bâle accueille pour la première fois au début des années 1960 les responsables américains gouvernementaux, l'OCDE fait travailler tous les pays industrialisés sur les questions financières et économiques au sein d'un groupe de travail appelé WP-3. Ainsi, « le gouvernement consultera d'une manière active et poursuivra les grands objectifs à travers ses représentants dans les organisations internationales comme l'OCDE, le FMI, et les autres organisations internationales appropriées, et aussi d'une manière directe² ».

Le travail organisé à travers ces instances multilatérales a pour objectif d'amener tous ces pays à s'y insérer davantage et à favoriser la prise en compte par tous du problème numéro 1, qui est le déficit américain. On peut dès lors parler d'internationalisation ou encore mieux de multilatéralisation de ce déficit.

Cette deuxième partie retrace les relations diplomatiques entre les Européens et les Américains dans le cadre monétaire et financier. Sans réécrire les pages d'histoire connues sur le FMI, il s'agit surtout de montrer ces relations sous un autre angle, qui est celui du renforcement du multilatéralisme. Alors que

1 David P. Calleo, *The Imperial Economy*, Massachusetts/London, Harvard University Press, 1982.

2 NA, RG 56, GHW : *Briefing Memorandum on Lucio's Call on Leddy*, de D. W. Curtis (Bureau de la finance internationale, département du Trésor), 24 mars 1961.

l'historiographie les présente comme un simple rapprochement des deux partenaires, il en ressort que cela va plus loin. Quelles sont les réactions, les solutions ou les réticences de la Commission européenne de la CEE et des gouvernements des Six pour participer à la réduction de la balance des paiements américaine ?

Le discours de John F. Kennedy du 4 juillet 1962, où il propose aux Européens un partenariat égal avec les États-Unis, permet de donner une autre coloration à ce partage du fardeau, alors considéré comme obligatoire par Eisenhower. La formule du partenariat se fonde en effet sur une coopération volontaire et non obligatoire, ce qui permet d'envisager sous un angle différent les relations transatlantiques. Ainsi, elle paraît plus diplomatique à l'égard des Européens. Elle ne les désigne plus comme responsables du déficit aux yeux du monde entier.

118 Du partage du fardeau, on passe dès lors à une coopération transatlantique renforcée sur les sujets délicats, comme la stabilité monétaire internationale et les dépenses publiques extérieures. Une autre coopération se met parallèlement en place, liée à ce même enjeu : la croissance économique des pays membres de l'OCDE. Cet objectif permettra de relancer les exportations des pays industrialisés, de redynamiser l'économie américaine, pour assurer aussi une meilleure défense du dollar, en tant que monnaie internationale. Quel sera le résultat de cette coopération atlantique, devenue de plus en plus multilatérale ?

RESSERRER LA COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE AU SEIN DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Dans son discours sur la balance des paiements et de l'or du 6 février 1961, John F. Kennedy vise à « améliorer les institutions monétaires internationales » et à « utiliser des droits de tirage du FMI ». D'un côté, il s'agit de réformer le système monétaire international dans ce contexte de la spéculation contre le dollar. De l'autre, il est envisagé que les États-Unis pourraient tirer sur le FMI, pour résoudre leur problème de déficit. Cette deuxième éventualité peut surprendre, lorsqu'on sait que Kennedy est très attaché au prestige du dollar sur lequel repose la puissance des États-Unis. Mais les Banques centrales européennes et le Comité monétaire de la CEE y sont favorables¹ depuis janvier 1961. Quelles sont alors les solutions envisagées pour réformer le FMI ? Il s'agit en effet de l'adapter aux turbulences causées par le déficit américain.

LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL DOIT-IL ÊTRE RÉFORMÉ ?

Cette période étudiée s'avère particulièrement importante pour le devenir du FMI et du système international monétaire.

Au cours du dernier quart de siècle, le FMI a joué un rôle déterminant dans le fonctionnement et l'évolution du système monétaire international. Pendant toute cette période, et jusqu'au 28 juillet 1969, le texte originel des statuts du Fonds est resté inchangé. Mais la stabilité statutaire ne signifie nullement immobilisme, car les règles posées dans l'accord de Bretton Woods ont été complétées, développées et enrichies au moyen d'une série de décisions institutionnelles prises par les organes du Fonds².

En effet, ce sera l'occasion pour les États-Unis de réaffirmer leur leadership international avec le dollar et de redéfinir le rôle du FMI. Quant à la coopération

- 1 Frédéric Clavert et Olivier Feiertag, s'interrogent dans leur article sur : « Les banquiers centraux dans la construction européenne : introduction », *Histoire, Économie et Sociétés*, n° 4, 2011, p. 3-9. Cette deuxième partie de cet ouvrage leur apportera peut-être des réponses.
- 2 Lazar Focsaneanu, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 499, p. 491.

transatlantique sur les questions financières et monétaires, elle se met en place progressivement et avec succès.

L'éventuel recours des États-Unis au FMI

Au début de l'année 1960, le département du Trésor d'Eisenhower a déjà envisagé ce recours au FMI³. Mais cela a posé un problème technique : si les États-Unis empruntent au FMI en monnaies étrangères (et non en dollars), les réserves des autres pays en monnaies étrangères devraient par conséquent être réduites, surtout s'il s'agit de la livre sterling (considérée comme la deuxième monnaie internationale). Le Trésor a été aussi réticent pour deux raisons : le risque de déstabiliser les marchés financiers extérieurs, et l'insuffisance des fonds du FMI pour combler le déficit de la balance des paiements américaine, même si les quotas avaient été récemment augmentés (de 50 % depuis septembre 1959)⁴. À cette date, le FMI disposait alors de 14 milliards de dollars⁵. Et le déficit des États-Unis est d'environ 4 milliards. Les ressources du FMI seraient alors suffisantes, pour ne pas déstabiliser les comptes des pays membres du FMI. À priori, oui. Mais, du point de vue du Trésor, il s'agit aussi d'en garder pour les autres pays qui pourraient en avoir besoin. Que ce soit en monnaies étrangères ou en or, le département du Trésor d'Eisenhower n'a finalement pas retenu l'idée d'emprunter auprès du FMI⁶. Or, le successeur d'Eisenhower a repris cette éventualité, en la mettant à l'ordre du jour dans son discours du 6 février 1961.

Le secrétaire du Trésor de Kennedy, Douglas Dillon, affiche cependant une position différente de celle du président : ne pas utiliser les droits de tirage spéciaux du FMI, mais plutôt exercer des pressions pour qu'on utilise les autres monnaies convertibles et non plus le dollar (l'idée est de diminuer les sorties de dollars, alors émis directement par le FMI). Deux positions se font alors face : le discours de Kennedy reflète la position de R. Triffin, comme l'a fait remarquer auparavant la DG II de la CEE ; de l'autre, le département du Trésor refuse d'utiliser ce recours. On comprend alors que Kennedy a en effet été influencé par Walter Heller du CEA, qui l'incitait vivement à protéger le dollar,

3 NA, RG 56, GHW : *Possibility of Borrowing by the US from the International Monetary Fund*, de G.H. Willis (directeur du bureau des Affaires internationales, département du Trésor), 8 février 1960 ; Mémoire au secrétaire du Trésor Anderson, *Use of Fund Resources by the United States*, de Frank A. Southard Jr., 8 novembre 1960 ; *Major Accomplishments of Treasury Department January 1953-December 1960*, 8 décembre 1960.

4 *Ibid.*, 8 décembre 1960.

5 Herman Van der Wee, *Histoire économique mondiale 1945-1990*, Louvain-la neuve, Academia/Duculot, 1990, p. 407.

6 NA, RG 56, GHW : Notes de P. P. Schaffner (département du Trésor), *Recent US Balance of Payments*, 4 janvier 1961.

en empruntant au FMI : « qui est fait pour cela »⁷. Quelle position l'emportera, celle de Dillon ou celle de Heller ?

Augmenter les ressources du FMI en 1961

D'après les économistes Michel Aglietta et Sandra Moatti :

Les deux principales initiatives américaines pour préserver la convertibilité en or du dollar échappèrent très largement au FMI. La première fut la formation d'un réseau d'accords de *swaps* entre Banques centrales à travers la BISI⁸. La seconde fut la formation du consortium de l'or (*Gold Pool*) en 1961, toujours par les Banques centrales des principaux pays industrialisés⁹.

En ce qui concerne le consortium de l'or, le FMI n'aurait pas été capable d'assurer cette fonction car il ne dispose pas de réserves suffisantes en or. Mais la question qui se pose, en ce début des années 1960, et qui se posera d'une manière récurrente, est bien celle-ci : « [...] à qui incombe, du FMI à Washington ou des gouverneurs de Banques centrales réunis à Bâle, la stabilité du système monétaire international en cas de chocs provoqués par les marchés de capitaux ?¹⁰ » Or, d'après ses statuts, le FMI n'a pas les compétences pour intervenir au niveau des mouvements des capitaux.

Recourir au FMI signifie d'abord pour les États-Unis augmenter ses ressources considérées comme insuffisantes. Les quotes-parts ont déjà été augmentées en 1959 de l'ordre de 50 %. Mais ni les États-Unis ni la Grande-Bretagne, qui sont les deux pays en difficultés, ne souhaitent contribuer de nouveau. « En effet, les États-Unis et le Royaume-Uni auraient assumé, à eux deux, plus du tiers de cette augmentation, ce qui aurait accru d'autant leurs droits de tirage¹¹ ». Dans ce cas, les pays européens en excédent doivent prendre le relais, en tenant compte de leurs responsabilités dans le partage du fardeau au niveau de la stabilité financière. Les États-Unis vont-ils y parvenir ?

Du côté européen, il semble que ce soit possible¹². Même si une voix discordante s'est fait entendre. Le gouverneur de la Banque de Belgique, Hubert Ansiaux,

7 JFK, Sorensen : Mémorandum pour le président..., 28 novembre 1961, *op. cit.*

8 Les *swaps* sont des crédits dits croisés et ne sont pas étudiés dans cet ouvrage ainsi que le marché de l'eurodollar. Pour ce dernier point, voir Catherine Schenk, « The Market vs the State: Capital Market Integration in the 1960s », dans Régine Perron (dir.), *The Stability of Europe*, Paris, PUPS, 2004, p. 141-157.

9 Michel Aglietta et Sandra Moatti, *Le FMI. De l'ordre monétaire aux désordres financiers*, Paris, Économica, 2000, p. 41.

10 *Ibid.*, p. 42.

11 *Ibid.*, p. 45.

12 NA, RG 56, Fowler : *Memorandum of conversation, with Assistant State Secretary Harkort, German Foreign Office and Dittman, German Embassy and Acting Secretary Fowler, Under Secretary Roosa*, 14 avril 1961.

exprime en effet sans ambiguïté son scepticisme au département du Trésor, en mars 1961 : « [...] les quotas du FMI ont été augmentés tout récemment et ces quotas augmentés n'ont en fait pas été utilisés¹³ ». De même, la France est contre cette éventualité. Mais les États-Unis s'emploient à la convaincre : « 1. Nous [les États-Unis] avons besoin de ces ressources supplémentaires pour résoudre la situation des capitaux à court terme. 2. La seule manière possible de réussir maintenant est avec le FMI¹⁴ ». Est-ce un appel à l'aide ou un rappel à l'ordre ?

À présent, la position américaine vise à rééquilibrer le système monétaire entre les pays excédentaires et les pays déficitaires grâce au FMI. Curieusement, cette position rejoint celle proposée par le plan Keynes, au moment de l'élaboration du système monétaire international en 1942, mais qui n'avait pas été retenue. Cela est dû au fait que :

[...] La pression sur les réserves des États-Unis et du Royaume-Uni a été excessivement forte, et l'acquisition de ces réserves par certains des pays en excédent a été inutilement importante. Cela a fait prendre conscience de chaque côté que les politiques devraient être réorientées vers la réduction des déficits de balance de paiements des pays à monnaie de réserve et en même temps diminuer le niveau d'acquisition de ces réserves inutilement important dans les pays excédentaires¹⁵.

Les deux institutions, l'OCDE et le FMI, deviennent alors les témoins privilégiés du renforcement de la coopération transatlantique : « les gouvernements coopéreront d'une manière active et poursuivront ces objectifs à travers leurs représentants dans les organisations comme l'OCDE, le FMI, et d'autres organisations internationales appropriées et aussi par le moyen d'une coopération et consultation directes¹⁶ ».

Après la réorganisation des priorités par Kennedy en mars 1961, alors que le Trésor n'y est pas favorable, le FMI devrait devenir le poumon du système monétaire international, comme R. Triffin l'avait recommandé. On constate que le président Kennedy observe deux positions : en ce qui concerne le FMI, il a tranché en faveur du directeur du CEA, W. Heller, de tendance keynésienne et favorable aux thèses de R. Triffin ; quant à la politique monétaire et fiscale extérieure, il a préféré appliquer les mesures préconisées par le secrétaire du Trésor, Dillon, de tendance néolibérale et opposé à R. Triffin. C'est ce qui

13 NA, RG 56, GHW : Mémoire pour le secrétaire (du Trésor), *Briefing for call by Governor Ansiaux of National Bank of Belgium*, de George H. Willis, 15 mars 1961.

14 NA, RG 56, GHW : Mémoire pour le secrétaire du Trésor (via Leddy), de George H. Willis, 17 mai 1961.

15 NA, RG 56, GHW : *Statement on International Financial Relations*, de George H. Willis, 22 mars 1961.

16 *Ibid.*

explique les contradictions relevées entre la position de Kennedy sur le FMI et celle de Dillon. Mais le schéma auquel Kennedy s'est tenu reflète finalement celui de son prédécesseur : renforcer l'architecture multilatérale par le biais de ses institutions (le FMI et l'OCDE) et défendre le dollar par le gouvernement américain avec des mesures ciblées (les « expédients à court terme »). Et le lien entre les deux initiatives est représenté par le devoir moral de partager avec les Européens la stabilité monétaire et financière du « monde libre ». C'est mettre ainsi l'accent sur l'intérêt mutuel, devenu le déficit américain, entre les pays appartenant au système multilatéral.

Comme l'a demandé Kennedy, dans son discours du 6 février 1961, le débat sur la réorganisation des institutions monétaires internationales se déroule désormais au FMI et à l'OCDE¹⁷. Il a aussi insisté pour que : « [...] les secrétaires d'État et du Trésor travaillent en plus étroite collaboration avec les autorités monétaires et fiscales des nations libres industrialisées¹⁸ ». Cette nouvelle forme de collaboration plus étroite entre les Américains et les Européens, sur le terrain monétaire et financier, permettra d'une manière effective de resserrer les relations transatlantiques au nom de l'intérêt mutuel. Mais suffira-t-elle pour stabiliser, à plus long terme, le système monétaire international ?

La réunion du FMI à Vienne en septembre 1961

La réunion annuelle du FMI à Vienne, en septembre 1961, est tout d'abord l'occasion de conclure qu'un accord sur l'augmentation de ses ressources doit être trouvé. D'après Walter Heller, le directeur du CEA :

Quand cet accord sera avalisé, ce sera une étape importante pour renforcer le système international monétaire et la position du dollar. On a compris récemment cette importance quand les Britanniques ont tiré 1,5 milliard de dollars du FMI. À présent, si les États-Unis choisissent d'exercer leurs droits, le Fonds aurait à peine assez de ressources pour honorer les tirages auxquels nous avons droit¹⁹.

Mais, d'après Dillon, les États-Unis n'ont simplement pas eu besoin d'y recourir à ce moment-là²⁰.

17 NA, RG 56, Dillon : 24 juillet 1961, *op. cit.*

18 NA, RG 56, GHW : *US-UK Meeting on Balance of Payments Matters*, 16 (juillet ?) 1961, *op. cit.*

19 JFK, Sorensen : *Note for the President on « The Future of the Dollar »*, de Walter W. Heller (Bureau exécutif du président), 14 septembre 1961.

20 NA, RG 56, Nelson : *Memorandum of conversation, Participants: United States, Belgium, Canada, France, Germany Federal Republic, Italy, Japan, Netherlands, Sweden, United Kingdom, International Monetary Fund, Vienna*, 17 septembre 1961.

Même si les pays membres sont finalement d'accord sur le principe d'accroître les ressources du FMI, le directeur de cette institution, Per Jacobson, n'apprécie pas la manière de procéder des États-Unis :

[...] Il était essentiel que le Conseil d'administration dans son ensemble soit au courant de chaque chose qui se passe dans ce domaine. Les accords d'emprunt sont visés par l'article VII de l'accord du Fonds. Le FMI a été bien aidé jusque-là par les pays extérieurs pour divers problèmes. Il [Jacobson] était préoccupé par les dommages psychologiques qui pourraient résulter de l'impression créée par le fait que le Fonds était dominé par un petit groupe²¹.

Après le discours de Kennedy au Congrès du 6 février, Per Jacobson avait en effet publié, en avril 1961, un plan pour obtenir des ressources supplémentaires. Mais sa proposition n'avait pas été retenue²². Par ailleurs, il a déclaré bien plus tard que ces années-là ont été les pires de sa vie²³. Même si Kennedy souhaite revaloriser le rôle du FMI, les relations ne s'annoncent pas faciles.

142

L'accord, concrétisé en 1962 dans le cadre des nouveaux accords généraux d'emprunts (AGE) au FMI, porte sur un montant de 6 milliards de dollars apportés par les pays industrialisés. Les États-Unis y contribuent avec 2 milliards de dollars, la Grande-Bretagne 1 milliard de dollars, les Six 2,75 milliards de dollars (ou 2,45 selon la DG II de la CEE), le Japon 250 millions, le Canada 200 millions et la Suède 100 millions²⁴. Cette solution est, en fin de compte, assez vite adoptée par les pays membres du FMI. Il est vrai que la situation est urgente depuis que les États-Unis connaissent un déficit de leur balance des paiements, parce que cela pourrait menacer à terme cette stabilité. Du point de vue technique, ces accords engagent les onze pays les plus riches à prêter au FMI de l'argent en monnaie nationale pour dégager des crédits. Ils permettent d'augmenter les ressources du FMI de l'extérieur, si l'on peut dire, sans avoir à augmenter les quotes-parts du FMI, car la Belgique et la France ne l'ont pas souhaité.

De même, il est prévu qu'avant d'accorder un crédit, le FMI doit obtenir l'accord des pays industrialisés, réunis en un groupe des Dix²⁵ créé en 1962. Ce sont les Six qui ont exigé cette procédure pendant la conférence du FMI

²¹ *Ibid.*

²² Herman Van der Wee, *Histoire économique mondiale*, *op. cit.*, p. 407.

²³ Harold James, *International Monetary Cooperation since Bretton Woods*, Washington DC, Oxford University Press/FMI, 1996.

²⁴ CE, BAC 26-1969, n° 719 : 13 janvier 1962, *op. cit.* ; NA, RG 56, Roosa : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, de Douglas Dillon, 7 novembre 1961.

²⁵ Le groupe des Dix comprend les pays suivants : les Six, le Canada, le Japon, la Grande-Bretagne, les États-Unis, et la Suisse qui ne faisait pas partie du FMI. Voir H. James, *International Monetary*, *op. cit.*

à Vienne. Pour préciser ce dernier point, qui n'est pas mentionné dans l'historiographie, Dillon expose à Kennedy le contexte précis :

La seule difficulté rencontrée a été le problème de savoir qui serait responsable pour donner l'accord, quand et s'il y en avait besoin. Les pays européens ont souhaité se réserver le droit pour eux-mêmes, en agissant collectivement. Per Jacobson a eu peur que cela puisse causer des dissensions si un groupe spécial était créé au sein du FMI. Nous avons été d'accord avec les Européens que les prêteurs devraient avoir un mot à dire et Jacobson aussi était d'accord quand il a vu la fermeté de la position européenne. Ses craintes se sont substantiellement dissipées quand il n'y a pas eu d'objection à cette procédure de la part des pays moins développés, dont la plupart soutenaient fortement l'idée de l'accord d'emprunt destiné à renforcer la position des pays ayant des monnaies clés, c'est-à-dire les États-Unis²⁶.

Cette longue citation permet de rendre compte des rapports de force entre les Européens, les États-Unis, le FMI et les pays moins-développés. Malgré la coopération atlantique, et surtout face aux pressions des États-Unis, les Six du Marché commun ont tenu à se démarquer au sein du FMI lui-même, en posant leurs propres exigences sur ces accords généraux d'emprunts. Par le biais de cette action :

[...] S'est développé(e) une pratique d'une grande portée. Les ministres des Finances et les gouverneurs des Banques centrales des pays participant aux accords généraux ont pris l'habitude de se rencontrer périodiquement. [...] Ainsi, une véritable structure institutionnelle est en voie de formation. Elle comprend des réunions périodiques des ministres et gouverneurs, des réunions du groupe des suppléants et des réunions des groupes d'études²⁷.

On n'est donc pas surpris que la Commission européenne créée en 1964 le Comité des gouverneurs des Banques centrales européennes sur de tels fondements.

Pour revenir à la conférence du FMI à Vienne, elle représente en 1961 un tournant important dans la réorganisation du système monétaire international. Cependant, les gouverneurs des Banques centrales des pays membres du FMI considèrent le déficit américain comme une affaire intérieure : « les pays doivent individuellement résoudre à long terme leurs propres problèmes de paiements par une action interne²⁸ ». Le secrétaire du Trésor américain traduit ces propos

26 JFK, POF : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, de Douglas Dillon, 25 septembre 1961.

27 Lazar Focsaneanu, « La modification... », art. cit., p. 501.

28 JFK, POF : 25 septembre 1961, *op. cit.*

comme : « une mise en garde polie aux États-Unis et à la Grande-Bretagne²⁹ ». Bien que ces pays membres du FMI soient d'accord dans l'ensemble pour une coopération internationale renforcée afin de soutenir le dollar, ils incitent les États-Unis à mettre en place des politiques budgétaires plus strictes. Il faut signaler que le sous-secrétaire du Trésor Roosa a dû intervenir au cours de cette réunion, pour reprendre les arguments des États-Unis en d'autres termes. Le secrétaire Dillon s'est montré de nouveau peu diplomate³⁰. D'un projet de réforme du FMI, on aboutit à une simple réorientation du marché d'emprunt, telle que l'avait souhaitée le Trésor américain depuis 1960, et non dans le sens du président Kennedy et du CEA. Douglas Dillon a réussi à faire accepter son point de vue au sein du FMI.

L'INTERNATIONALISATION DU DÉFICIT AMÉRICAIN EN 1962

144

Après l'obtention de la participation financière des pays en excédent au sein du FMI, le débat s'élargit, au cours de l'année 1962, sur la réforme du système monétaire international lui-même. Comme l'explique l'économiste Barry Eichengreen :

La dernière menace de l'Amérique était de jouer à l'éléphant dans un magasin de porcelaine : interrompre les systèmes monétaire et commercial si les Banques centrales échouaient à soutenir le dollar et les gouvernements étrangers à encourager les importations de produits américains. Les gouvernements étrangers ont soutenu le dollar parce qu'il était le pivot du système de Bretton Woods et parce qu'il n'y avait pas de consensus sur la manière de réformer ou de remplacer ce système³¹.

Avec une petite nuance toutefois, c'est le déficit de la balance des paiements américaine qui est devenu le pivot du système de Bretton Woods, c'est-à-dire du système multilatéral.

L'enjeu du déficit américain, au sein du système multilatéral, est bien celui-ci : soit on le réduit d'une manière significative grâce au partage du fardeau des dépenses militaires et de l'aide au développement (mais surtout grâce au partage du fardeau de la stabilité monétaire) ; soit on ne le réduit pas et le risque est de connaître de nouveau le chaos monétaire de l'entre-deux-guerres (avec l'exemple du décrochage de la livre sterling par rapport à l'or). Il en va de la cohésion du système multilatéral qui a accentué les interdépendances entre tous les pays, que

²⁹ *Ibid.*

³⁰ NA, RG 56, Nelson : 17 septembre 1961, *op. cit.*

³¹ Barry Eichengreen, *Globalizing Capital, A History on the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2e éd., 2008, p. 128.

ce soit au niveau monétaire avec le FMI et le groupe des Dix, commercial avec le GATT et la CEE, militaire avec l'ONU et l'OTAN. Quant à l'autre élément du multilatéralisme que sont les Droits de l'homme représentés par l'ONU, il apparaît que ces années-là ne sont pas exemplaires.

Même si cette réforme n'a pas été réalisée, il est pourtant intéressant de retracer quelques débats, car ils posent la question de l'évolution du multilatéralisme au début des années 1960. Elle a été étudiée dans l'historiographie, mais le point de vue du Trésor est ici considéré, ce qui permet de compléter ces études³². Par ailleurs, le conseiller de Kennedy, Arthur M. Schlesinger Jr., les relate assez brièvement dans son ouvrage³³.

La position réformiste du Council of Economic Advisers

Plusieurs événements ont favorisé cette réflexion sur la réforme du FMI. Est de nouveau posée la question de la capacité du FMI à répondre aux besoins des États-Unis et de la Grande-Bretagne, malgré les accords généraux d'emprunts. Après avoir connu une attaque spéculative sur la livre sterling en 1961, contrée par les États-Unis et les pays européens, la Grande-Bretagne veut reconstituer ses réserves en or, qui ont fondu, en convertissant ses dollars. Cela signifie de nouvelles sorties d'or des États-Unis, selon la règle de la libre convertibilité inscrite dans les accords de Bretton Woods. Ces derniers cherchent justement à les éviter en cette année 1962. C'est pourquoi James Tobin du CEA estime : « en fait, le présent incident démontre le danger de (a) se reposer trop fortement sur les pressions officieuses pour retenir les pays d'exercer leurs droits de convertir les dollars en or pendant que (b) nous maintenons la posture que notre or est librement disponible à tous pays qui veut en acheter³⁴ ».

Cette situation confirme la difficile coopération monétaire. Déjà lors de la réunion à Vienne entre les pays industrialisés en septembre 1961, les Européens ne voulaient plus garder autant de dollars dans leurs caisses, par crainte d'une dévaluation de cette monnaie. En ce qui concerne la garantie sur l'or, on sait que c'est un sujet qui a toujours été rejeté par le département du Trésor sous Eisenhower et Kennedy. De son côté, l'historien Francis J. Gavin met en évidence un autre événement qui a suscité ces débats : la visite du ministre

32 Harold James, *International Monetary...*, *op. cit.* ; Éric Bussière, « La Banque de France et la réforme du système monétaire international : entre impératifs nationaux et solidarité des banques centrales européennes (1963-1968) », *Histoire, économie et société*, 1999, vol. 18, n° 4, p. 797-814 ; Gianni Toniolo, *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements, 1930-1973*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

33 Arthur M. Schlesinger Jr., *A Thousand Days, John F. Kennedy in the White House*, New York, Fawcett Premier, 1965.

34 JFK, Sorensen : Mémoire pour le président, *Gold: The UK and the US*, de James Tobin (CEA), 3 mars 1962.

français des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, en juillet 1962. Ce dernier a rassuré les États-Unis : il n'y aurait pas de bloc France-Allemagne contre le dollar américain et ce débat sur le système monétaire international pourrait avoir lieu³⁵.

Dès lors, aux yeux du CEA, il est nécessaire de réfléchir à une véritable réforme du système monétaire international, pour que les États-Unis ne soient plus dans cette position unique de banquier du monde, et cela au détriment de leur propre économie intérieure. Là est leur objectif : redonner la priorité au dynamisme de l'économie américaine. C'est pourquoi, en mai 1962, Walter Heller et James Tobin argumentent très fort, auprès de Kennedy, pour que la politique intérieure ne soit plus aussi dépendante du maintien de la confiance dans le dollar : « ces pressions donnent un pouvoir politique non mérité à nos crédettes extérieurs à court terme, et chez nous à la communauté financière de New York et à la presse conservatrice³⁶ ». W. Heller considère par conséquent : « il est à la fois techniquement et politiquement possible de réformer le système monétaire international de telle manière que les États-Unis puissent sortir de ce piège dans lequel nous sommes maintenant, alors qu'en même temps, nos crédettes reçoivent des capitaux qu'ils préfèrent avoir plutôt que des dollars non garantis³⁷ ».

146

D'après les chiffres fournis, les réserves d'or américaines s'élèvent à 17,5 milliards de dollars en août 1961, et se situent en deçà des avoirs en dollars détenus à l'étranger, qui représentent un montant de 19,7 milliards de dollars³⁸ ; à la fin de janvier 1962, les réserves d'or américaines s'élèvent à 16,8 milliards de dollars et les avoirs étrangers à 21,1 milliards de dollars³⁹. Sur ce point, le conseiller Arthur M. Schlesinger Jr. souligne : « [...] cela a suscité une nouvelle campagne des économistes du gouvernement et de leurs associés universitaires pour un programme expansionniste⁴⁰ ». En effet, le 28 mai 1962 à Wall Street, les cours de la bourse de l'électronique et de l'informatique, après ceux de l'acier, se sont effondrés d'un seul coup, et ont provoqué un « krach éclair » (*flash crash*). C'est un signal d'alarme important pour juger de la solidité du marché des stocks, et par extension de la santé de l'économie américaine.

Dans ce contexte, le CEA estime que la politique économique extérieure des États-Unis devrait s'en tenir à ces priorités suivantes : maintenir la compétitivité

35 Francis G. Gavin, *Gold, Dollars and Power. The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill/London, University of North Carolina Press, 2004, p. 34, p. 67-88.

36 JFK, Sorensen : Mémoire pour le président, *Gold and Domestic policy*, de Walter W. Heller (CEA), 5 mai 1962.

37 *Ibid.*

38 *Ibid.*

39 JFK, Sorensen : Mémoire pour le président..., 5 mai 1962, *op. cit.*

40 Arthur M. Schlesinger Jr., *A Thousand Days...*, *op. cit.*, p. 595-596.

des coûts et des prix des produits américains, négocier les paiements de compensation avec l'Allemagne, économiser les dollars dans les engagements militaires et d'aide à l'étranger, soutenir fortement la législation sur les niches fiscales au prochain Congrès. Le CEA préconise aussi de reprendre l'idée du plan Triffin, l'internationalisation des réserves, c'est-à-dire de mettre en commun, dans une seule caisse, les réserves d'or et monétaires existantes des pays membres du FMI. Cette institution serait alors chargée de convertir, à la demande, en or ou en une monnaie internationale⁴¹. Ainsi, les États-Unis n'auraient plus cette responsabilité qui date des accords de Bretton Woods de 1944, et n'auraient plus à craindre des sorties d'or anarchiques. Comme le déclare James Tobin :

La solution est de remettre les fonctions de la banque internationale que les États-Unis et le Royaume-Uni remplissent, à une institution internationale comme le Fonds monétaire international. Les Banques centrales nationales auraient des réserves en papier avec le cachet de l'institution internationale, plutôt que du papier monnaie des autres pays⁴².

Est-ce à dire que le système monétaire international se trouve à un tournant crucial en ce printemps 1962, pour se défaire des « privilèges exorbitants du dollar », que dénoncera plus tard le général de Gaulle ? Comment réagit le département du Trésor ?

L'offensive du département du Trésor

Le département du Trésor lance son offensive face aux propositions du CEA en juillet 1962, mais surtout à travers ses deux proches alliés, le sous-secrétaire Robert V. Roosa et le directeur de la Réserve fédérale Chester Martin. « Dillon s'est opposé vaillamment et puissamment à ces doctrines⁴³ », rappelle Arthur M. Schlesinger.

Le secrétaire du Trésor fait valoir auprès de Kennedy que la grande victoire à ses yeux est d'avoir obtenu la reconnaissance de l'internationalisation du déficit de leur balance des paiements, ce qu'avait souhaité auparavant Eisenhower : « les Banques centrales européennes ont reconnu que c'était leur problème aussi bien que le nôtre⁴⁴ ». D'habitude, ces propos sont attribués au secrétaire du Trésor du président Nixon, John B. Connally. Celui-ci a en effet déclaré : « c'est notre monnaie, mais c'est votre problème ». Pourtant, Douglas Dillon a exprimé auparavant la même chose.

⁴¹ JFK, Sorensen : Mémorandum pour le président..., 5 mai 1962, *op. cit.*

⁴² *Ibid.*

⁴³ Arthur M. Schlesinger, *A Thousand Days...*, *op. cit.*, p. 601.

⁴⁴ NA, RG 56, Fowler : Maison-Blanche, Mémorandum au président, de Douglas Dillon, 5 juillet 1962.

De son côté, le sous-secrétaire du Trésor Robert V. Roosa affirme :

Pourtant, le dollar doit sans aucun doute continuer, pour un avenir indéfini, d'être la monnaie centrale pour le système monétaire du monde libre. [...] Les États-Unis possèdent maintenant des avoirs officiels en monnaies étrangères – les monnaies convertibles de quelques pays industriels importants – comme une partie de leurs propres réserves internationales. Ce qui veut dire qu'une plus grande structure au niveau de la convertibilité peut être fournie au monde entier sans avoir à se battre avec les problèmes de souveraineté de chaque nation à confier à une autorité monétaire supranationale pour créer une monnaie commune, qui serait aussi utilisable pour les réserves par tous⁴⁵.

148

Ainsi, le Trésor confirme qu'il n'approuve pas les plans de Keynes et de Triffin qui ont été repris par le CEA. Il critique aussi les suggestions de George Ball, de mettre en place des accords entre les pays pour éviter les sorties excessives d'or des États-Unis, par le moyen de pourcentages convenus dans les réserves. Toutes ces mesures ne vont, certes, pas dans le sens de la défense du dollar, puisque c'est lui substituer une monnaie internationale. Les États-Unis perdraient alors leur autonomie sur la gestion du niveau de leurs réserves d'or.

Jusqu'à présent, le dollar est le symbole de la puissance des États-Unis, mais il l'était surtout jusqu'à la convertibilité des monnaies européennes en 1958. En effet, la situation du dollar était nettement plus solide de 1945 à 1958, quand il était la seule monnaie disponible pour le commerce international, pour les prêts et les dons du plan Marshall ainsi que pour les réserves des Banques centrales. De plus, le dollar était rare pour l'ensemble du monde occidental, et il n'y avait eu aucun besoin de surveiller son taux de change. En fait, les accords de Bretton Woods ont bien fonctionné avec le plan White. Choisi en 1943, ce plan se réfère à l'étalon-or pour la parité fixe et au dollar comme monnaie internationale. Après 1958, l'Europe de l'Ouest peut désormais utiliser ses propres monnaies nationales devenues convertibles, soit la livre sterling et le franc français comme anciennes monnaies internationales d'avant-guerre, soit le deutschemark comme nouvelle monnaie forte d'après-guerre. Mais toutes concurrencent le dollar. Là est le problème. L'offre en dollars est alors devenue pléthorique, parce que d'autres monnaies circulent. De plus, le dollar devient, de plus en plus, une monnaie de réserve qu'on stocke dans les Banques centrales.

Au tournant des années 1960, la « guerre des monnaies », car c'en est bien une, pourrait ainsi amener à redéfinir les règles du système monétaire international avec une seule monnaie internationale, soit en reprenant l'idée du « bancor » de

45 NA, RG 56, Dillon/Fowler : *Comments on : Proposal for the Solution of the Gold Problem*, à Fowler, de Robert V. Roosa, 2 juillet 1962.

Keynes, soit celle du papier monnaie estampillé du FMI de Heller et Tobin. De plus, cette décennie inaugure un nouveau cycle économique qui s'accompagne d'une ère d'égalité entre les partenaires commerciaux. L'Europe de l'Ouest a rattrapé le niveau économique des États-Unis. Paradoxalement, l'Europe n'est pas égale au niveau monétaire, puisque seul le dollar est la monnaie de référence, alors que les États-Unis affichent un déficit extérieur qui, à l'époque, est très mal accepté dans les esprits.

Le CEA place les États-Unis face à un choix, que réfute le Trésor : renoncer à une part de leur puissance au niveau monétaire, en la confiant réellement au FMI ou la conserver grâce au dollar en tant que leader du monde occidental. D'après Arthur M. Schlesinger, cette situation conflictuelle est habituelle : « les échanges entre le Trésor et le Conseil [CEA] pendant ces années [1961 et 1962] ont appris à l'un les idées politiques et à l'autre les réalités politiques⁴⁶ ». Finalement, un compromis trouvé entre les deux, au sein du gouvernement de Kennedy, est présenté au FMI pour qu'une réforme soit réalisée dans deux ans : d'un côté, le Trésor accepte l'idée d'une réforme du FMI et, de l'autre, le CEA convient de ne pas renforcer le rôle du FMI. Cette position paradoxale aidera-t-elle les débats à venir au sein du FMI ?

Une réforme du système monétaire international prévue en 1965 ?

Le 24 août 1962, John F. Kennedy déclare : « la visite du ministre français Giscard d'Estaing à Washington et les événements et discussions ici et à l'extérieur ont soulevé la question, si le temps n'était pas venu pour une compréhension plus explicite entre les principaux pays européens et nous-mêmes sur les problèmes monétaires internationaux⁴⁷ ».

Les priorités retenues sont, dans le court terme, obtenir un accord pour renforcer la confiance dans le dollar, limiter les conversions inutiles de dollars en or et renforcer le système de coopération monétaire internationale⁴⁸. Jusque-là, ces mesures ne sont pas nouvelles. Dans le long terme, la tâche est d'arriver à un accord transitoire de deux ans en vue d'améliorer le système monétaire international. Mais ce projet est à présenter, comme étant une initiative européenne pour ménager les susceptibilités. Qu'en pensent les Européens qui pourraient considérer que les États-Unis changent les règles du système monétaire international, quand celles-ci ne leur conviennent plus ?

À présent, la réforme du FMI devient un problème à résoudre par les Européens. Depuis le mois de février 1962, les gouverneurs des Banques

⁴⁶ Arthur M. Schlesinger, *A Thousand Days...*, op. cit., p. 603.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ JFK, NSF : Mémorandum pour le secrétaire du Trésor, le sous-secrétaire d'État, le président du CEA (pour information), de John F. Kennedy, 24 août 1962.

centrales européennes et la Commission européenne doivent répondre : « [...] aux pressions sur notre Communauté pour qu'elle prenne des initiatives dans le domaine monétaire⁴⁹ ». Plusieurs propositions sont faites. La première émane du chancelier de l'Échiquier britannique, Reginald Maudling du parti conservateur. Celui-ci propose au parlement, le 26 juillet 1962, de revoir certaines règles de Bretton Woods, après avoir exposé son idée au mois de mai dernier à Washington :

[...] la base financière sur laquelle repose le commerce international est déterminée par les politiques financières des pays gérant les principales monnaies du monde, en premier le dollar et la livre sterling, mais aussi de plus en plus les autres monnaies européennes comme le deutschemark, le franc et la lire⁵⁰.

150

Reginald Maudling suggère alors : « [...] la création d'un *Mutual Currency Account* [« compte mutuel des monnaies »] dans le cadre du FMI. Les pays excédentaires pourraient y obtenir en contrepartie d'autres monnaies de réserve. La quantité de liquidités dans le monde s'en trouverait donc accrue⁵¹ ». Cette proposition reprend, certes, l'idée d'internationaliser les réserves de Triffin, mais elle insiste plutôt sur les surplus à réguler et non pas sur les déficits.

Quant à la seconde proposition présentée par les Pays-Bas, le plan Posthuma est soutenu par Robert Marjolin. Ce plan vise à mettre en place un accord portant sur la part de dollars à conserver dans les caisses des Banques centrales européennes, peut-être un tiers ou 60 %. « Si la proportion était de 60 %, l'accord permettrait aux États-Unis d'avoir un autre déficit de 2 milliards de dollars. Le plan Posthuma inclut aussi une redistribution des avoirs en dollars entre les Banques centrales, et cette redistribution a soulevé la question familière de la garantie⁵² ». Par ailleurs, Michael Bordo, Eugene White et Dominique Simard mettent l'accent sur le rôle de la France, qui a fait aussi plusieurs propositions au début des années 1960, mais rejetées aussi par les États-Unis⁵³.

Quant à la position du Comité monétaire de la CEE, communiquée à Dillon : « [...] le secrétaire [Dillon] a dit alors que les États-Unis étaient sur la même longueur d'onde que le rapport du Comité. Il n'y a pas besoin d'action

49 JM, ARM 32/1/7 : Note de Robert Marjolin, *Conversations avec les Gouverneurs des banques centrales à Bâle*, 12 février 1962.

50 JFK, Sorensen : Maison-Blanche, Mémorandum pour Theodore C. Sorensen, *British Views on International Monetary Stability*, de George W. Ball, sous-secrétaire d'État, 31 juillet 1962.

51 Herman Van der Wee, *Histoire économique...*, *op. cit.*, p. 410.

52 NA, RG 56, Dillon/Fowler : *Memorandum of Conversation between Robert Marjolin, Vice Chairman of the European Economic Commission, and Secretary Dillon, The International Monetary System*, 17 septembre 1962.

53 Michael Bordo, Dominique Simard et Eugene White, « France and the Bretton Woods International Monetary System: 1960-1968 », dans Jaime Reis (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London, MacMillan, 1995, p. 153-180.

immédiate. L'amélioration du système monétaire était une question à long terme et qu'il y avait largement du temps pour l'étudier⁵⁴ ».

Ainsi, la position de Dillon devient plus tranchée. La réforme du FMI ne fait pas partie de ses priorités urgentes, même si un compromis a été trouvé auparavant avec le CEA.

De son côté, la Commission européenne prépare un projet sur la politique monétaire, qui sera rendu public en octobre 1962. Ce projet est néanmoins connu de D. Dillon, comme celui-ci le fait observer au cours de la visite de Robert Marjolin à Washington un mois avant : « le secrétaire Dillon a exprimé l'opinion qu'éventuellement les pays du Marché commun pourraient se diriger vers une monnaie unique qui deviendrait une monnaie clé et largement utilisée dans le commerce⁵⁵ ». Robert Marjolin ne souhaite pas commenter.

Toutes ces initiatives européennes, soutenues par la Commission européenne, reprennent plus ou moins le modèle de Triffin, en édulcorant certains aspects trop keynésiens. Pourtant, la Commission européenne elle-même élabore en secret un projet monétaire pour se protéger des fluctuations du dollar, comme si elle ne croyait pas au succès des propositions de Maudling et de Posthuma. Il est vrai que la position du Comité monétaire de la CEE, proche de Dillon, ne permet pas d'envisager une issue positive aux propositions de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.

En fait, aux yeux de Dillon, est nettement plus importante la bonne coopération établie avec les Banques centrales européennes. Se ferait-elle au détriment de la CEE ? Au retour de son voyage à Rome en mai 1962 où, celui-ci déclare à son visiteur Emile Van Lennep, ministre néerlandais des Finances et directeur du WP-3 de l'OCDE :

[...] Lui et le sous-secrétaire Roosa ont passé deux heures avec quelques-uns des gouverneurs clés des Banques centrales de l'Europe. [...] Ces gens semblaient beaucoup voir les choses de la même façon que nous aux États-Unis. Les réunions ont été particulièrement utiles [...] pour offrir une opportunité à quelques banquiers américains de savoir de première source ce que pensaient les Banques centrales européennes. [...] Les banquiers américains ne sont pas allés en Europe pour dire que la situation économique des États-Unis était difficile. Cette fois-ci, ils sont allés en Europe et ont écouté ce que les Européens avaient à dire. [II] a trouvé que les banquiers américains étaient ravis par l'évidente

54 NA, RG 56, Dillon/Fowler : 17 septembre 1962, *op. cit.*

55 *Ibid.*

bonne relation qui existait entre nos gens des Finances du gouvernement et les gouverneurs des Banques centrales européennes⁵⁶.

Ces gouverneurs ont par ailleurs exprimé que la politique monétaire et fiscale des États-Unis jusqu'à présent se situait dans la bonne voie à suivre, tant que les salaires sont surveillés, et que : « [...] il était clair pour eux que les déficits budgétaires ne signifiaient pas la fin du monde tant que les prix n'augmentent pas⁵⁷ ». Cette vision européenne contraste singulièrement avec la ligne politique observée par le département du Trésor depuis 1960, c'est-à-dire la dramatisation du déficit américain. C'est justement ce que fait remarquer au cours de cette conversation avec D. Dillon le ministre néerlandais des Finances, en mettant le doigt sur ce pessimisme des États-Unis. D'après les remarques de Dillon, une certaine dissension est palpable entre la Commission européenne de la CEE et les gouverneurs des Banques centrales européennes. Cela expliquerait la distance prise par Robert Marjolin à l'égard de Douglas Dillon, qui lui-même est assuré de la coopération de ces banques. En ce début des années 1960, ces gouverneurs soutiennent la position américaine, plutôt que celle de la CEE avec son projet monétaire européen. Leur attitude changera plus tard, en 1992, au point d'être déterminante lors de la mise en place de l'Union monétaire européenne et de l'euro⁵⁸.

Le 24 octobre 1962, la Commission européenne définit les nouvelles orientations politiques, dans le cadre de la seconde étape de l'intégration des marchés. C'est ainsi que la Commission présente son projet monétaire européen :

L'apparition d'une monnaie de réserve européenne faciliterait considérablement la coopération monétaire internationale et la réforme du système actuel. Ce qui est en question ici, ce n'est pas seulement la stabilité du système monétaire mondial, mais aussi la cohésion du Marché commun, car celle-ci ne pourrait manquer d'être affectée profondément par des troubles monétaires sérieux, même si ces troubles affectaient en première instance d'autres pays que ceux de la Communauté. [...] Elle [la Commission] estime également que les politiques des Banques centrales à l'égard des monnaies de réserve, sur lesquelles est fondé en grande partie le système monétaire actuel, devraient être harmonisées⁵⁹.

56 NA, RG 56, GHW : *Memorandum of conversation, Emile Van Lennep, Chairman of Working Party Monetary Commission of EEC and Director General of the Dutch Ministry of Finance, Secretary Dillon, Deputy Under Secretary Daane and Lisle Widman*, 22 mai 1962.

57 *Ibid.*

58 Hanspeter K. Scheller, « Le Comité des gouverneurs des Banques centrales de la CEE et l'unification monétaire européenne », *Histoire, économie & société*, n° 4, 2011, p. 79-99

59 NA, RG 56, GHW : *Memorandum of conversation, Emile Van Lennep...*, 22 mai 1962, *op. cit.*

En 1964, est alors créé le Comité des gouverneurs des banques centrales des pays membres de la CEE. Cette création serait-elle une réponse à la bonne entente constatée entre les banques centrales et les États-Unis ? Quant à l'initiative, certes prudente, d'un projet monétaire européen par la Commission européenne, elle se présente comme une riposte au rejet par les États-Unis des précédents projets européens de réforme.

La réunion du Fonds monétaire international le 17 septembre 1962

Le 17 septembre 1962 a lieu la réunion annuelle du FMI et de la BIRD à Washington. Kennedy ne reprend plus l'idée de la réforme du FMI dans son discours, mais insiste sur le partage du fardeau. Les pays européens devraient participer davantage à la défense, à l'aide étrangère et à la coopération monétaire internationale. D'après Francis J. Gavin, c'est Douglas Dillon qui l'a convaincu de ne pas parler d'une quelconque initiative américaine en vue d'une réforme du FMI, et ceci pour ne pas montrer de faiblesse⁶⁰.

D'après la presse britannique, qui se déchaîne contre les États-Unis, cette réunion n'a pas laissé une bonne impression. Ces derniers ont refusé la proposition de leur chancelier de l'Échiquier, alors bien reçue lors de sa visite à Washington. Pourtant : « Roosa l'avait clairement dit. Les États-Unis ne voient pas le besoin d'une nouvelle initiative⁶¹ ». Face à la proposition de Reginald Maudling : « les Européens n'étaient pas tellement enthousiastes non plus, mais pour des raisons diamétralement opposées. Ils craignaient en effet que l'octroi de nouvelles attributions au FMI ne vise à maintenir en place l'étalon-or dollar, autrement dit, à perpétuer l'hégémonie du dollar américain au sein du système de monnaies de réserve⁶² ». Ont-ils déjà en tête leur projet d'Europe monétaire qui sera présenté l'année suivante ? Quant au plan Posthuma, le projet des Pays-Bas, il sera rejeté en novembre 1962, cette fois-ci par les autres pays européens⁶³.

Dans le rapport trimestriel du 9 octobre 1962 sur les mesures prises pour améliorer la balance des paiements (remis à Kennedy), Douglas Dillon ne mentionne aucun débat ni décision dans le domaine de la réforme du FMI, et encore moins la réunion annuelle du FMI du mois de septembre. C'est un étonnant silence. Dans ses rapports précédents, il faisait un compte-rendu scrupuleux de chaque réunion. Seule est mentionnée l'action entreprise

60 Francis G. Gavin, *Gold, Dollars and Power...*, *op. cit.*, p. 80.

61 JFK, Sorensen : Télégramme au secrétaire d'État, de Jones (ambassade américaine à Londres), 17 septembre 1962.

62 Herman Van der Wee, *Histoire économique mondiale...*, *op. cit.*, p. 410.

63 JFK, Sorensen : Lettre à Theodore C. Sorensen, de Walter C. Louchhein Jr. (consultant pour les investissements), 13 novembre 1962, avec un article d'Edwin L. Dale J., « Europe Studies a New Gold Policy », *New York Times*, 11 novembre 1962.

pour accroître les ressources du FMI disponibles aux États-Unis⁶⁴. Alors que ceux-ci ont invité les Européens à proposer des réformes du FMI au début de l'année 1962, la proposition de Reginald Maudling et le plan Posthuma, soutenus par la Commission européenne et Marjolin, sont rejetés.

Il n'est donc pas surprenant qu'en cette fin d'année 1962, les relations entre la Commission européenne et les États-Unis se détériorent. Van Lennep finit par faire part de ses inquiétudes à Dillon. « Parmi les Européens, s'est développé un sentiment de malaise que leurs représentants à la réunion du Comité de politique économique, et d'une certaine manière aussi à la réunion des ministres de l'OCDE, sont allés trop loin en donnant un soutien sans réserve à la politique budgétaire expansionniste des États-Unis⁶⁵ ».

154

La politique budgétaire des États-Unis, qui mise sur l'expansion économique à travers les exportations, ne correspond pas en fait à une politique de rigueur destinée à réduire le déficit de leur balance des paiements. Ainsi, « cela a provoqué les sentiments de malaise en Europe qui craint que le gouvernement américain ne finance largement son grand déficit budgétaire avec des emprunts à court terme, ce qui aggraverait la situation de la balance des paiements et la monnaie⁶⁶ ».

Les Européens semblent davantage prendre conscience que les États-Unis ne cherchent pas à résorber le déficit de leur balance des paiements, mais à les impliquer dans le financement de ce déficit, et cela au détriment d'un équilibre du système monétaire international. François Bobba, de la Division des Affaires économiques et financières de la CEE, l'avait pourtant signalé. À présent que les ressources du FMI ont été revues à la hausse par divers moyens, les États-Unis pourraient dorénavant y recourir, sans crainte de provoquer une rupture de ses stocks. Or il n'en est rien, même si les Européens leur ont assuré que cela ne nuirait pas à la confiance placée dans le dollar.

Cependant, les États-Unis ont atteint un de leurs objectifs avec cette ligne de conduite : la plupart des Européens, à la fin de 1962, ne connaissent plus de balance des paiements excédentaire. Comme le déclare Dillon à Marjolin lors de sa visite en septembre :

Il ne voyait pas pourquoi il y aurait encore des pertes d'or substantielles. Les Allemands n'ont plus d'excédents ; les Britanniques n'ont pas vraiment des excédents ; les Néerlandais n'ont plus d'excédents ; les Suisses n'ont plus d'excédents. Les pays excédentaires sont la France, l'Italie et des plus petits pays,

64 NA, RG 56, Dillon : Mémorandum pour le président, *Fifth Report on Measures to Improve the Balance of Payments*, de Douglas Dillon, 9 octobre 1962.

65 NA, RG 56, Dillon/Fowler : *Memorandum of conversation, Emile Van Lennep, Treasury-General, Ministry of Finance of the Netherlands, Secretary Dillon*, 17 décembre 1962.

66 *Ibid.*

comme l'Espagne. La France et l'Espagne pourraient continuer à prendre de l'or, mais à moins qu'il y ait une nouvelle turbulence, comme cela s'est passé en juillet, il n'y avait pas de raison de penser à de grandes sorties⁶⁷.

L'Allemagne a réévalué sa monnaie en mars 1961 et a participé aux dépenses militaires ; la Grande-Bretagne a vu sa monnaie attaquée et ses réserves d'or fondre, à tel point qu'elle a fait appel au FMI en 1961, de nouveau en 1965 pour résoudre son déficit de la balance des paiements et a fini par dévaluer la livre sterling en 1967 ; les Pays-Bas ont réévalué leur monnaie en mars 1961 ; enfin, pour les deux derniers pays excédentaires, l'Italie demande au FMI en 1965 une aide financière à cause de la crise de la lire et la France en 1968 dévalue le franc. Toutes ces turbulences monétaires européennes renforcent paradoxalement la place du dollar au niveau international.

La coopération transatlantique peine désormais à trouver son institution de référence. Plusieurs possibilités s'offrent aux Européens : soit créer une Europe monétaire face aux fluctuations du dollar, soit se référer à l'OCDE qui a un groupe de travail, le *Working Party-3* sur les questions financières et monétaires, ou encore s'en remettre au FMI. Quel sera leur choix ? Peuvent-ils réellement choisir ?

COOPÉRER AVEC UNE EUROPE MONÉTAIRE, L'OCDE OU LE FMI ?

Dans la droite ligne du traité de Rome, les Européens prennent des initiatives, afin de renforcer leur coopération monétaire régionale. Mais cette coopération se présente sous deux formes : la première émane du Comité d'action de Jean Monnet qui propose aux États-Unis d'adhérer au projet de Fonds européen de réserve, la seconde vient de la Commission européenne qui lance le projet d'une Europe monétaire solide et stable. Quelle sera la position des États-Unis qui, eux, privilégient l'OCDE pour des discussions monétaires et financières ?

L'adhésion des États-Unis à un Fonds de réserve européen ?

En février 1961, Marjolin propose aux États-Unis d'adhérer au projet d'un Fonds européen. Ce serait : « [...] le moyen le plus facile pour les États-Unis de venir à bout des dangers de la perte de confiance dans le dollar [...] »⁶⁸. Cette proposition vient de Jean Monnet, soutenu par Robert Marjolin, lesquels mènent tous deux campagne auprès des Européens et du secrétaire de l'OCDE,

67 NA, RG 56, Dillon/Fowler : *Memorandum of conversation, Emile Van Lennep...*, 17 septembre 1962, *op. cit.*

68 NA, RG 56, GHW : *Briefing Memorandum : Call by Robert Marjolin, Vice-President, EEC Commission, on Secretary Dillon, February 20, 11:00 a.m.*, de D. W. Curtis, 17 février 1961.

sur l'adhésion américaine à ce nouveau Fonds. Elle fait partie des tentatives de mise en place d'un fonds de réserve européen par Jean Monnet et son équipe depuis 1958-1959. En effet, elle met en lumière les difficultés d'une coopération atlantique dès lors qu'on touche à l'architecture multilatérale. Jusqu'à présent, on connaît le projet d'Union européenne de réserve (UER) du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet⁶⁹. Présentée officiellement en juillet 1961, cette UER est liée à la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE, qui apporterait ainsi la livre sterling et le marché des capitaux de la City⁷⁰.

156

Aux yeux de Jean Monnet et de Robert Marjolin, la présence des États-Unis dans ce nouveau Fonds européen servirait surtout, en cas de dévaluation, à garantir la valeur-or des réserves en dollars des banques centrales européennes. De ce fait, les avoirs en dollars conserveraient la même valeur en or⁷¹. Le responsable de la Banque d'Angleterre, Parsons, approuve aussi favorablement cette proposition, mais rejette la demande de garantie⁷². D'après l'analyse du département d'État : « le but du Fonds européen est de fournir des crédits à court terme [aux] pays membres [pour] surmonter les difficultés temporaires liées aux balances des paiements. Les crédits seraient disponibles en or et remboursables dans un délai maximum de deux mois⁷³ ».

L'autre idée sous-jacente du fonds européen serait aussi, et peut-être surtout, de récupérer les fonds de l'ancienne Union européenne des paiements (UEP), que l'Accord monétaire européen (AME) de 1955 détient depuis la fin de l'UEP. Il reste en effet à l'AME 148 millions de dollars (qui viennent du plan Marshall) et 123,5 millions de dollars en dépôt au département du Trésor américain, à la condition de réunir un montant de 336 millions de dollars par souscription des pays européens. Le total représenterait 607,5 millions de dollars⁷⁴. C'est pourquoi Jean Monnet souhaite que ces fonds restent à la disposition de la CEE, en les intégrant à ce fonds de réserve. Par ailleurs, peut-être est-il envisagé de les transférer au FMI ou encore aux États-Unis mêmes pour résorber une part de leur déficit? Ces fonds, dont le montant est de 271,5 millions de dollars, sans

69 Régine Perron, « Le discret projet d'intégration monétaire européenne de 1963 à 1968 », dans Wilfried Loth (dir.), *Crises and Compromises. The European Project 1963-1969*, Baden-Baden, Nomos-Verlag, 2001, p. 345-367, p. 354.

70 *Ibid.*, pour la période de 1958 à 1961, p. 346-350.

71 NA, RG 56, GHW : *Memorandum attached to the letter: Proposals that the United States join the European Monetary Agreement (EMA)*, de D. W. Curtis, 17 février 1961.

72 NA, RG 56, GHW : *Mémoire pour le secrétaire du Trésor, Conversation with British Officials at Dinner February 17*, de George H. Willis (via Leddy et Roosa), 18 février 1961.

73 JFK, NSF : Département d'État, *European Monetary Agreement – European Fund*, 17 mars 1961.

74 JFK, POF : Maison-Blanche, *Mémoire pour Rostow, Background of European Monetary Agreement and Suggested Course of Action*, de John M. Leddy (département du Trésor), 28 mars 1961.

compter la souscription européenne, font en effet partie des dépenses publiques extérieures du gouvernement américain.

Le département du Trésor considère alors que le FMI remplit déjà la même fonction que ce projet européen, mais retient l'opportunité de réutiliser les fonds de l'UEP pour d'autres causes : « [...] on pourrait suggérer que le fonds soit converti en un fonds pour le développement et la stabilisation et qu'il soit limité aux pays sous-développés de l'OCDE⁷⁵ ». Les deux départements du Trésor et d'État des États-Unis vont tâcher de concrétiser leur idée en transformant la proposition de Monnet et Marjolin en un fonds de développement pour les pays européens sous-développés et membres de l'OCDE⁷⁶. Les pays considérés comme sous-développés au sein de cette Europe sont l'Espagne, la Turquie et l'Islande. Cela permettrait de les renforcer économiquement dans le cadre du « monde libre » face au monde soviétique. En fin de compte, au mois de mai 1961, les États-Unis décident de ne pas faire partie de ce fonds européen⁷⁷. S'ils y adhéraient, que deviendrait le FMI ? Il s'agit avant tout de conserver l'architecture multilatérale esquissée par les accords de Bretton Woods en 1944.

Toutefois, le projet monétaire européen réapparaît sous une autre forme en juillet 1961, l'UER – liée à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Le projet d'UER coïncide avec une vaste réorganisation du FMI amorcée par les États-Unis, qui vise à accroître régulièrement les quotes-parts de chaque pays membre. Il y aurait donc concurrence sur le principe des contributions et le FMI a la priorité, comme le déclare en août 1961 Mc Chester Martin, directeur de l'institution⁷⁸. Cette remarque est importante pour expliquer la difficulté de concrétiser ce projet monétaire européen au cours de cette période, de 1961 à 1969. Ces années sont souvent considérées comme « une traversée du désert » dans l'histoire de l'intégration monétaire européenne.

L'idée de Jean Monnet est en fait d'attacher son projet monétaire européen à un pays possédant une monnaie internationale, le dollar, puis la livre sterling, parce que la CEE n'a pas de monnaie européenne commune. Pourtant, le deutschemark commence à être considéré comme une monnaie de référence européenne. Ce projet d'un fonds européen atlantiste, puis britannique, aurait-il aussi cherché à contrer le projet d'une Europe plus souverainiste et dépendante de l'union franco-allemande, proposée par le général de Gaulle ? Le projet d'UER est à son tour abandonné en 1963, après le rejet de la candidature de la Grande-Bretagne par le veto du général de Gaulle.

75 *Ibid.*

76 *Ibid.*

77 NA, RG 56, GHW : Département du Trésor, *European Monetary Agreement*, 17 mai 1961.

78 Régine Perron, « Le discret projet d'intégration... », art. cit., p. 351.

Ce projet de Monnet réapparaît, tel un furet, dans les papiers du département du Trésor : « en août dernier, cependant, la mission [américaine auprès des Communautés européennes] a rapporté qu'un document a été ou serait préparé sous la forme de propositions de la Commission pour une union monétaire plus étroite parmi les pays de la CEE, sur la base du plan précédent Triffin-Monnet pour une Union européenne de réserve⁷⁹ ».

Cependant, la conclusion est sans appel : « en ce moment, toute considération sur le sens des propositions de l'UER doit rester purement spéculative⁸⁰ ». Dès lors, ce projet semble être enterré, du moins du côté américain ; du côté européen, il resurgira plus tard en 1967, lors de la deuxième candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun. Il n'est toujours pas question, aux yeux du Trésor et de la Réserve fédérale, de soutenir un fonds européen qui aurait les mêmes fonctions que celles du FMI. Cette institution multilatérale représente pour eux et à la différence des Européens, la véritable garantie sur l'or.

158

Pour revenir aux fonds de l'AME qui seraient attribués à un fonds de développement, on en discute en mai et juin 1962, au sein de l'OCDE, et sur initiative américaine. Mais, pour le réaliser, les Six demandent de nouveau la garantie du taux de change du dollar par rapport à l'or. De plus, ils ont confié les fonds de l'AME aux banques centrales européennes. Ces fonds sont alors considérés comme indisponibles pour des prêts à long terme et ne peuvent être versés à ce nouveau fonds de développement. Les Six préfèrent mettre en place un mécanisme de consortium pour aider la Turquie et la Grèce, ce qui sera chose faite d'après le secrétaire du Trésor Dillon⁸¹. Ce projet du fonds de développement de l'OCDE n'est pas pour autant abandonné. Il est en effet question de le proposer au prochain Conseil interministériel de l'OCDE, qui aura lieu à la fin de l'année 1963. Le secrétaire général de l'OCDE, Thorkil Kristensen, qui a toujours soutenu ce projet de fonds de développement, précise par ailleurs que : « [...] l'AME représente un potentiel de 600 millions de dollars en capitaux américains et européens, que s'il est utilisé pour des buts de développement, cela ferait mentir cette vision habituelle que l'OCDE est un club de riches⁸² ».

79 NA, RG 56, Dillon : Département du Trésor aux membres du Long-Range International Payments Committee (LRIPC), *A European or Atlantic Reserve Union*, de George H. Willis, 25 février 1961.

80 *Ibid.*

81 *Ibid.* ; NA, RG 56, Fowler/Dillon : *Memorandum of conversation, Thorkil Kristensen, Secretary General of the OECD and Secretary Dillon*, 18 septembre 1962.

82 NA, RG 56, Dillon : Mémoire pour le secrétaire (à travers le sous-secrétaire Roosa et le secrétaire adjoint Bullitt), *Briefing for the Meeting with Thorkil Kristensen, the Secretary General of the OECD*, 26 septembre 1963.

Cet épisode met en lumière ce drôle de paradoxe : d'un côté, les Européens font des difficultés pour restituer aux États-Unis les fonds du plan Marshall non utilisés et, de l'autre, ils sont incités à leur rembourser les prêts du plan Marshall. Ce qu'on peut retenir de ce bras de fer est la volonté des États-Unis de conserver le FMI comme unique fonds de réserve international. Le FMI va-t-il alors devenir le véritable lieu institutionnel où se concrétisera la coopération atlantique sous Kennedy ?

L'année 1963 commence avec le refus du général de Gaulle d'accepter l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Ce rejet met fin au projet américain d'un partenariat atlantique renforcé avec la Grande-Bretagne, en tant que membre de la CEE. Puis, une nouvelle spéculation sur le dollar va se produire en mars 1963 et provoquer de nouvelles sorties d'or des États-Unis, malgré les assurances de Dillon.

Le projet d'une Europe monétaire

L'année 1963 est aussi marquée par une autre initiative prise par la Commission européenne à Bruxelles. Est présenté au Conseil des ministres, le 19 juin 1963, un rapport sur *La Coopération monétaire et financière au sein de la CEE*. Ce rapport pourrait être vu comme une tentative de débloquer le processus d'intégration européenne dans son ensemble, mais aussi comme une solution proprement européenne à la stabilité du système monétaire international.

La Commission européenne a pris en compte en effet la différence de points de vue avec les gouverneurs des banques centrales européennes à Bâle, pour préciser les contours de la coopération européenne :

La coopération monétaire n'est pas seulement limitée à la seule action des banques centrales. [...] Les budgets publics et les décisions de politique économique qu'ils traduisent exercent en effet sur l'évolution monétaire une influence considérable, et parfois même plus décisive que celle de la politique des banques centrales⁸³.

Pour cela, il s'agit de renforcer les fonctions du Comité monétaire existantes, pour que des consultations préalables soient organisées sur tout sujet concernant les questions monétaires des États membres. Ensuite, si l'un des Six a besoin de recourir aux ressources du FMI, en cas de difficultés d'équilibre de balance des paiements, l'action devrait être coordonnée au niveau européen avec des consultations préalables. Sur ce dernier point, on peut déjà signaler que la Commission reprend l'idée du Comité d'action de Jean Monnet. Ce rapport

⁸³ JM, ARM 24/1/2 : CE, *La Coopération monétaire et financière au sein de la CEE (Communication de la Commission au Conseil)*, Bruxelles, 19 juin 1963.

insiste aussi sur le principe de consultation préalable à toute modification des parités de change. La Commission a en mémoire le camouflet reçu deux ans auparavant, précisément en mars 1961, donné par l'Allemagne et les Pays-Bas en réévaluant le deutschemark et le florin, sans la prévenir, ni même le Comité monétaire de la CEE. Insister sur l'état de santé des taux de change comme étant le souci commun aux Six, devrait être le prochain défi à relever.

Le contexte des débats sur le système monétaire international, la charge récente de Jacques L. Rueff contre les banques centrales, la mise en place de la Politique agricole commune (PAC) et le rejet de la Grande-Bretagne par le général de Gaulle, tout cela concourt à resserrer les enjeux du Marché commun. De même, cette coopération internationale entre les États-Unis et les banques centrales européennes ne semble pas vraiment convenir à la Commission, qui veut davantage la circonscrire au niveau de la coopération européenne⁸⁴. Toujours est-il qu'est définie, cette année-là, une feuille de route pour une Europe monétaire et financière, à partir du moment où le système de Bretton Woods est devenu instable à cause du déficit de la balance des paiements américaine.

160

En juillet 1963, Robert Marjolin déclare à la presse : « le moment est venu de proposer une coopération monétaire européenne⁸⁵ ». Les États-Unis concèdent finalement à inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion du FMI la question de l'équilibre du système monétaire international. Est-ce en réaction à ce projet monétaire européen ? On ne verra plus ensuite d'action pour une politique monétaire commune jusqu'en 1967. Quant au groupe des Dix du FMI, devenu officiel en automne 1963, il est chargé de réfléchir à une réforme du FMI et de présenter ses travaux l'année suivante.

Au sein de la Maison-Blanche, les conseillers de Kennedy s'interrogent sur les réactions des Européens et sur les moyens d'une action diplomatique. Ils conviennent que la politique du département du Trésor est appropriée pour défendre le dollar. Mais, comme l'explique l'un des conseillers, Carl Kaysen, « [...] nous ne devons pas la considérer comme un seul problème monétaire technique, mais aussi comme un important problème de politique étrangère. Une action coopérative de différentes manières entre les principales nations occidentales continuera à être de la plus grande importance⁸⁶ ».

⁸⁴ Harold James, *Making the European Monetary Union*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.

⁸⁵ JM, ARM 27/2/60 : *Nouvelles propositions de la CEE en matière de coopération monétaire*, présentées par Robert Marjolin, juillet 1963.

⁸⁶ JFK, NSF : Maison-Blanche, Mémoire pour Bundy, *Observation on the Balance of payments for the President's Discussion with the NSC Tomorrow*, de Carl Kaysen, 21 janvier 1963.

En fin de compte, la question du recours au FMI se posera encore en 1963. Kennedy envisage le 20 avril 1963 d'utiliser les droits de tirage du FMI : « dans le but d'améliorer l'utilité du FMI pour les États-Unis, le Trésor devrait prendre une action appropriée pour préparer l'opinion publique, à la fois ici et à l'extérieur, à l'éventualité d'un tirage technique ⁸⁷ ». Quelques jours avant son assassinat, le 22 novembre, il décide de franchir le pas, en s'appuyant sur les conseils du CEA et du département d'État : utiliser les droits de tirage pour résoudre d'une manière radicale le déficit de leur balance des paiements ⁸⁸. Cette fois-ci, Kennedy ne suit plus la position du Trésor. Cette solution est adaptée : le déficit persiste encore au bout de deux ans, malgré toutes les mesures recommandées par le Trésor et appliquées par le gouvernement. Ainsi, entre 1963 et 1972, les États-Unis ont obtenu des crédits du FMI de l'ordre de 3 millions 552 dollars, alors qu'ils n'en avaient jamais demandé entre 1947 et 1962. ⁸⁹ Toutefois : « [...] ils n'ont jamais entamé les tranches qui les auraient conduits à devoir conclure un accord de confirmation. Ils n'ont donc jamais eu à se soumettre à un programme d'ajustement dicté par l'organisation internationale ⁹⁰ ».

À la réunion du FMI de septembre 1963, le nouveau directeur, Pierre-Paul Schweitzer, définit les grandes lignes d'action pour améliorer le FMI :

Les politiques et pratiques du Fonds ne sont pas statiques. Elles ont été modifiées et adaptées pour résoudre les conditions changeantes du monde. [...] Dans l'année à venir, le Fonds développera et intensifiera les études concernant les liquidités internationales, le fonctionnement du système monétaire international, et le rôle effectif du Fonds dans ce domaine ⁹¹.

En 1965, les quotes-parts du FMI seront relevées. La référence internationale reste le FMI, le pompier du système de Bretton Woods. L'Europe monétaire devra attendre.

En tenant compte de la politique extérieure des États-Unis, les institutions ont toujours été les garantes et les relais du monde occidental. Après la disparition de l'UEP en 1958, en raison de la mise en veilleuse de l'Accord monétaire européen, l'OCDE et le FMI prennent alors ce relais institutionnel au niveau monétaire. Alors que la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) existe,

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ NA, RG 56, Dillon : *Memorandum for the Cabinet Committee on the Balance of Payments*, de John Kennedy, 20 avril 1963. Francis J. Gavin retrace en détail les relations difficiles entre le département du Trésor et le CEA qui ont conduit John Kennedy à hésiter entre ces deux options, diamétralement opposées, pour réduire le déficit de la balance des paiements, voir *Gold, Dollars and Power...*, *op. cit.*, p. 67-103.

⁸⁹ M. Aglietta et S. Moatti, *Le FMI...*, *op. cit.*, p. 46.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 45.

⁹¹ NA, RG 56, Dillon: *US Delegation, 1963 Annual Meeting, IMF-IBRD, Memorandum for Members of US Delegation*, 26 septembre 1963.

puis la CEE, il est bien plus difficile de mettre au point une Communauté européenne au niveau monétaire qu'au niveau du commerce. Cette formation aurait-elle pu à la fois garantir la stabilité du dollar, monnaie internationale, et éviter cette guerre des monnaies entre le dollar, la livre sterling, le franc français, la lire, le deutschemark et le florin, qui a marqué les années 1960 ?

Depuis 1945, les États-Unis ont misé sur une stabilisation de l'Europe par le biais des échanges du commerce, afin d'assurer une stabilité sociale et politique, accompagnée du taux de change fixe du dollar par rapport à l'or. Pourtant, lorsque la spirale inflationniste prend de l'ampleur, cela débouche aussi sur des tensions sociales. L'expression de l'économiste Leland B. Yeager vient à propos pour illustrer cette logique économique : « le taux de change fixe est comme une robe de mariée, pour rassurer le commerce mondial, pour ne pas connaître de déconvenues avec les prêts et remboursements, et pour rassurer le mouvement des capitaux⁹² ».

162

L'entrée en jeu du Working Party-3 de l'OCDE

Ce groupe de travail de l'OCDE, appelé communément WP-3 pour « Groupe de travail n° 3 » du Comité de politique économique de l'OCDE, a pour fonction d'être un forum où se discutent les problèmes financiers et monétaires communs aux neuf pays membres qui s'y retrouvent régulièrement. Il est composé des gouverneurs des banques centrales ou des ministres des Finances qui représentent l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse. Le directeur de ce groupe est le ministre des Finances des Pays-Bas, Van Lennep⁹³.

Les États-Unis ont en effet misé sur ce groupe de travail pour atteindre leur objectif d'une nouvelle coopération internationale. Comme l'explique Dillon :

Nous avons aussi cherché à établir une coopération internationale étroite dans le cadre de la nouvelle OCDE. Au sein du Comité de la politique économique de l'OCDE, un groupe de travail limité se rencontre fréquemment depuis avril dernier [1961] pour amener les responsables officiels des principaux pays à discuter ensemble de leurs problèmes mutuels en matière de politique financière internationale. Les délégations américaines sont conduites par le sous-secrétaire du Trésor⁹⁴.

92 Lelan B. Yeager, *International Monetary relations. Theory, History and Policy*, New York, Harper and Row, 1966.

93 Pour les détails sur la composition de ce groupe : voir Floriane Galeazzi, « Quelle place pour le régionalisme monétaire à l'OCDE ? Étude sur la coopération monétaire au sein du WP3 (1970-1983) », *Les cahiers Irice*, 2012/1, n° 9, p. 139-152.

94 NA, RG 56, Roosa : 11 juillet 1961, *op. cit.*

L'utilité de ce groupe est inestimable aux yeux du sous-secrétaire du Trésor Robert V. Roosa, qui y représente les États-Unis : « auparavant, les responsables du département du Trésor n'avaient pas eu ces opportunités fréquentes de rencontrer les responsables des autres gouvernements pour discuter des problèmes personnellement avec eux⁹⁵ ». Les discussions y sont apparemment franches et confidentielles. « Il apparaît, en particulier, que les délibérations du groupe ont aidé à mieux faire comprendre aux Européens les questions complexes liées aux problèmes de la balance des paiements américaine et à obtenir leur coopération pour résoudre ces problèmes⁹⁶ ». Par exemple, ce groupe a permis le déblocage des remboursements anticipés des dettes aux États-Unis par les pays européens, tout comme il a permis de fixer les taux d'intérêt à un niveau plus proche entre les marchés américain et européen.

La coopération transatlantique semble mieux fonctionner sur des aspects techniques qu'au niveau général au sein du FMI. En effet, le département du Trésor n'autorise pas le secrétaire général de l'OCDE à y discuter de l'amélioration du système monétaire international, qui reste du ressort du FMI. Ce dernier ironise alors en ces termes suivants :

M. Kristensen a exprimé sa satisfaction pour la clarification de la position américaine que le secrétaire [du Trésor] a donnée. Il fait remarquer qu'il y a une tendance chez les Européens d'essayer de dire aux États-Unis ce qu'ils devraient faire et chez les Américains d'essayer de dire aux Européens ce qu'ils devraient faire. Il a pensé que ces problèmes pourraient être mis en commun.⁹⁷

Ce groupe ne doit étudier que les dossiers techniques du moment, comme l'ouverture des marchés de capitaux européens⁹⁸. L'OCDE a toujours été, jusqu'à présent, un forum de discussions sur les problèmes techniques. Les sujets plus généraux, comme l'amélioration du système monétaire européen, sont confiés au Groupe des Dix du FMI ou encore aux gouverneurs des banques centrales réunis à Bâle. La Grande-Bretagne, le Canada et l'Allemagne ont en particulier approuvé cette répartition des tâches⁹⁹.

Le déficit de la balance des paiements américaine a, certes, renforcé les relations transatlantiques, mais a aussi suscité des réactions d'opposition. Face à ce déficit,

95 NA, RG 56, Fowler : *Memorandum of conversation, H. Van Blankenstein, Economic Minister to the Netherlands Embassy, A. Van Der Ven, Financial Attache of the Netherlands Embassy, Under-Secretary Robert V. of the Treasury for Monetary Affairs*, 2 mars 1962.

96 NA, RG 56, Fowler : *Mémoire au sous-secrétaire du Trésor Fowler, OECD Role in Expanding International Capital Flows*, de John M. Leddy, 4 octobre 1963.

97 NA, RG 56, Fowler/Dillon : *Memorandum of conversation, Thorkil Kristensen, Secretary-General of the OECD, Secretary Dillon*, 13 septembre 1962.

98 *Ibid.*

99 NA, RG 56, Dillon : 23 septembre 1963, *op. cit.*

les Européens ont joué sur deux tableaux. Au nom de l'intérêt international, les États-Unis devraient recourir aux fonds du FMI afin de résoudre leur déficit. Pour cela, cette institution devrait être réformée pour qu'elle puisse remplir sa vraie fonction de banque internationale. Au nom de l'intérêt européen, les États-Unis ne doivent surtout pas dévaluer le dollar ni restreindre leurs importations. Ces dernières mesures se feraient au détriment de la CEE.

164 Ainsi, cette période voit se mettre en place les rapports de force entre les Européens et les Américains au sein du FMI. Le Groupe des Dix est créé, un projet d'une Europe monétaire est envisagé pour se prémunir des désordres monétaires causés par le déficit américain. Cependant, le secrétaire du Trésor se révèle être le véritable chef d'orchestre du FMI ou, d'une manière plus générale, du système monétaire international. Ce dernier s'est opposé au président Kennedy et au CEA, alors favorables, comme les Européens, à une réforme du FMI dans la droite ligne du plan Triffin. De même, il s'est opposé aux autres projets de réformes proposés par les Européens. Tant est si bien que la malaise se développe du côté européen face à ce partenaire américain. Cela d'autant plus que Dillon est assuré de la bonne coopération des banques centrales européennes. Les gouverneurs de ces banques adoptent une position diamétralement opposée à celle de la Commission européenne, au grand dam de Robert Marjolin. En fin de compte, la coopération transatlantique se réalise à deux niveaux, ce qui satisfait pleinement Dillon. Le premier se situe au FMI pour traiter des questions générales liées au système monétaire international ; le deuxième à l'OCDE pour résoudre des questions monétaires et financières essentiellement techniques.

La coopération financière transatlantique se poursuit désormais, même après l'assassinat de John Kennedy le 22 novembre 1963. Le département du Trésor prépare en effet la visite du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Lord Cromer :

Vous [Roosa] pouvez souhaiter commenter au début de la conversation la remarquable coopération internationale sur les marchés financiers du monde suivant la mort du président Kennedy. Ceci est peut-être la meilleure preuve possible que nos besoins actuels en liquidités ont été satisfaits. Les Britanniques y ont joué une large part, particulièrement la manière constructive avec laquelle ils ont maintenu le marché de l'or¹⁰⁰.

Néanmoins, l'année 1964 sera celle des turbulences monétaires. Le général de Gaulle réclame l'année suivante le retour au système de l'étalon-or, pour mettre un terme à la « mauvaise » discipline des États-Unis à l'égard de leur balance des paiements.

¹⁰⁰ NA, RG 56, Dillon : *Briefing for the Visit of Lord Cromer, Governor of the Bank of England, with Under-Secretary Roosa, 29 novembre 1963.*

GLOSSAIRE

Bilatéralisme : Accord exclusif entre deux pays. Ce système a longtemps caractérisé les régimes soviétique et nazi ; il a été particulièrement combattu par le département du Trésor des États-Unis en Europe de l'Ouest au lendemain de la guerre. Le risque d'un accord bilatéral est, pour l'un des partenaires, d'être confronté à l'insolvabilité de l'autre. De nos jours, on assiste à une recrudescence d'accords commerciaux bilatéraux en-dehors de l'OMC.

Coopération régionale (caractérisée soit par la zone, soit par l'association, ou encore par l'accord de libre-échange) : Elle est plus libérale que l'intégration régionale (voir ci-dessous). La zone de libre-échange ne s'occupe que de la suppression des barrières douanières et de la libre circulation des marchandises entre les pays membres. Pour cela, elle ne cherche pas à unifier les marchés nationaux en un seul, puisque ces pays membres gardent toute leur souveraineté nationale. Le modèle par excellence est l'Association de libre-échange du Nord de l'Amérique (ALENA).

Coopération internationale : Mode de relations diplomatiques entre les États au sein d'une organisation internationale, qui préserve leur souveraineté et leurs frontières nationales.

Intégration régionale (caractérisée par le Marché commun ou la communauté) : Elle vise à intégrer des marchés nationaux pour en former un seul, dans le cadre institutionnel d'une région. Ce mode atteint une homogénéité tant dans les normes adoptées par les pays membres que dans la cohérence de leurs politiques économiques. Cette intégration régionale, en général économique, est particulièrement caractérisée par la concession d'une partie plus ou moins importante de la souveraineté nationale des pays membres. Le modèle par excellence est l'Union européenne (UE).

Libéralisation : La libéralisation des échanges vise à les favoriser dans le sens d'un accroissement du libéralisme. Cela se traduit par une ouverture des échanges encore plus importante grâce à la baisse des tarifs douaniers et des obstacles invisibles.

Multilatéralisation : Il s'agit d'un concept né pour marquer la fin de la guerre froide et dépasser les antagonismes idéologiques. Il vise à expliciter le concept de mondialisation, très critiqué et vague, et par là même à le remplacer. Il précise en effet que le point de départ est le système multilatéral de 1945 à nos jours et que le mot *fin* n'est pas encore écrit. Il introduit aussi la question de l'interaction entre l'institution, l'État et le marché. Enfin, il induit que le capitalisme est en cours de mutation au cours de cette période, puisqu'il se démarque du capitalisme industriel du XIX^e siècle aux années de la Grande Dépression. Il met aussi en valeur la diffusion dans l'espace de ce système international, en partant des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, vers l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le monde entier après 1989.

296

Multilatéralisme (aussi appelé « nouvel ordre économique mondial ») : N'étant pas une théorie économique, le multilatéralisme est une doctrine fondée sur un équilibre, ou une moyenne, entre le libéralisme d'Adam Smith et l'interventionnisme de John Keynes. Il a été conçu par Cordell Hull et son équipe après la crise de 1929 et pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein du gouvernement américain de Franklin D. Roosevelt. Il a été mis en place à partir de 1945 et s'appuie sur les institutions multilatérales (internationales, comme l'ONU, l'OMC, le FMI, l'OIT..., et régionales, comme l'Union européenne, l'Union africaine, le MERCOSUR, l'ASEAN, etc.). Ces institutions sont définies par des principes moraux : la non-ingérence, la non-discrimination et le respect des droits individuels. Les pays adhérant à ce système international sont liés par l'intérêt mutuel ou la réciprocité, afin de réaliser « l'ordre au-dessus du chaos » sur une base ternaire et égalitaire : la paix et la sécurité, la prospérité et le bien-être.

Régionalisme : Qualifie le mouvement qui cherche à organiser institutionnellement un groupe de pays, afin d'obtenir une certaine autonomie dans la gestion de leur région, que ce soit sur le mode de la coopération ou celui de l'intégration.

Stabilité/stabilisation : Mot-clé du multilatéralisme et objectif de la politique étrangère des États-Unis après-guerre. La stabilité s'obtient par paliers : la stabilité économique mène à la stabilité sociale puis à la stabilité politique.

Unilatéralisme : Il consiste à imposer aux autres pays des règles de jeu qui n'ont pas été négociées au niveau multilatéral (définition proposée par Jean-Marc Siroën, « L'unilatéralisme des États-Unis », *AFRI*, vol. 1, 2000, p. 570-582).

SOURCES

SOURCES MANUSCRITES

Publiques

Archives nationales des États-Unis, College Park (Maryland) :

- RG 40 General records of the Department of Commerce, 1960-1965
 Office of the Secretary, Luther Hodges
 Files of the Under-Secretary of Commerce, Edward Guderman
 Executive Office of the President
 Office of the Secretary, Executive Secretariat
 Office of the Assistant Secretary for Economic Affairs, Richard
 H. Holton
 Office of Business Economics
- RG 56 General records of the Department of the Treasury, 1960-1965
 George Willis Records
 Office of the Secretary, Douglas Dillon's Files
 Dillon/Fowler's Files
 Fowler Records
 Roosa Records
 Nelson Records

Archives de la bibliothèque John Fitzgerald Kennedy, Columbia Point, Boston :

President's Office Files, Departments and Agencies :

- AID, 1961-1963
- Bureau of the Budget, 1961-1963
- Commerce, 1961-1963
- Council of economic Advisers, 1961-1963
- Special Representative for Trade Negotiations
- Tariff Commission
- Treasury, 1961-1963

National Security Files

- Regional security Series: Europe

Departments and Agencies: AID, State, Treasury
Subjects: Balance of payments and Gold
Carl Kaysen Series: Balance of Payments, Business, Economic
Policy, Foreign Aid, Trade Policy.
Boards, Committees and Commissions: Council of Economic
Advisors, National Security Council
Theodore C. Sorensen's Papers

Archives de la Commission européenne, Bruxelles :

Commission européenne :

BAC 56/1980

Secrétariat exécutif :

Procès-verbaux de la Commission

Direction générale des Affaires (Relations) extérieures :

BAC 1/1967

BAC 3/1965

BAC 3/1978

BAC 11/1993

BAC 16/1967

Direction générale de l'agriculture :

BAC 12/1968

BAC 12/1972

Direction générale des affaires économiques et financières :

BAC 26/1969

BAC 79/1982

BAC 144/1992

BAC 129/1983

Direction générale du marché intérieur :

BAC 255/1980

Direction générale de la concurrence :

BAC 062/1980

Direction générale des pays et territoires d'outre-mer :

BAC 007/1968

BAC 015/1969

BAC 25/1980

Direction des échanges :

BAC 6-1966

Archives GATT en ligne et ouvertes au public depuis 2006 :

https://www.wto.org/french/docs_f/gattdocs_f.htm

Privées

Archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne :

Archives de Robert Marjolin : ARM

SOURCES PUBLIÉES

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1958.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1959.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1960.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1961.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1962.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1963.

GATT, Multilateral Trade, The Uruguay Round, Group of Negotiations on Goods (GATT), Negotiating Group on Tropical Products, *Past Negotiations and Consultations in GATT on Tropical Products*, Note by the Secretariat, 20 février 1987.

GATT, *Le Commerce international en 1957-1958*, Genève, juillet 1959.

GATT, *L'Évolution du commerce international : Rapport d'un groupe d'experts*, Genève, GATT, 1958.

US Department of State, *Havana Charter for an International Trade Organization, Including a Guide to the Study of the Charter*, Washington, 1948.

US Bureau of Census, *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington, 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- AARONSON, Susan A., *Trade and American Dream. A Social History of Postwar Trade Policy*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996.
- ABDULQAWI, Yusuf, *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing Countries. A Study in the Influence of Development Needs on the Evolution of International Law*, Leiden, BRILL, 1982.
- AGLIETTA, Michel et MOATTI, Sandra, *Le FMI, De l'ordre monétaire aux désordres monétaires*, Paris, Économica, 2000.
- ANDREWS, Stanley, *Agriculture and the Common Market*, Iowa State University Press, 1973.
- ARROUS, Jean, *Les Théories de la croissance. La pensée économique contemporaine (3)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- ARTAUD, Denise, *La Fin de l'innocence. Les États-Unis de Truman à Reagan*, Armand Colin, Paris, 1985.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, « La libéralisation des échanges intra-européens », in Richard T. GRIFFITHS, *À la découverte de l'OECE*, Paris, OCDE, coll. historique de l'OECE, 1997.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, *Tariffs, Trade and European Integration 1947-1957: From Study Group to Common Market*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- AZOULAY, Gérard, *Les Théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, PUR, coll. « Didact Économie », 2002.
- BAIROCH, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du XVII^e siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.
- BALDWIN, David A., *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- BARJOT, Dominique, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Paris, Éditions SEDES, 2007.
- BARJOT, Dominique (dir.), *Catching up with America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence after the Second World War*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2002.
- BARJOT, Dominique, LESCENT-GILES, Isabelle et FERRIERE LE VAYER, Marc (de) (dir.), *L'Américanisation en Europe au XX^e siècle : Économie, Culture, Politique*, 2 vol., Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, 2002.
- BARJOT, Dominique et RÉVEILLARD, Christophe (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002.

- BARTENEV, Vladimir, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354-355, p. 63-82.
- BASTIDON-GILLES, Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés internationaux*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BECKER, William H. et MCCLENAHAN, William M. Jr., *The Market, the State and the Export-Import Bank of the United States, 1934-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- BEFFA, Jean-Louis, *Les Clés de la puissance*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.
- BITSCH, Marie-Thérèse et BOSSUAT, Gérard (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique. De l'idée d'Eurafrique à la Convention de Lomé I*, Actes du colloque 1^{er} et 2 avril 2004, Bruxelles/Paris/Baden-Baden, Bruylant/LGDJ/Nomos-Verlag, 2005.
- BLANQUE, Pascal, *Grammatica Economica. Lecture de Keynes, Friedman et Hayek*, Paris, Économica, 2012.
- BLED, Jean-Paul, JOUVE, Edmond et RÉVEILLARD, Christophe, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, coll. « Major », 2013.
- BLOES, Robert, *Le Plan Fouchet et le problème de l'Europe politique*, Bruges, Collège d'Europe, 1970.
- BOCHET, Bernard, « Les produits primaires. L'Amérique latine et la Communauté Économique Européenne », *Tiers-Monde*, t. 5, n° 19, Amérique Latine – Europe, 1964, p. 403-426.
- BORDO, Michael D., « The Gold Standard, Bretton Woods and Other Monetary Regimes: A Historical Appraisal », *FRB Saint Louis - Review*, 1993, vol. 75, n° 2, p. 123-191.
- BORDO, Michael D., « The Bretton Woods International Monetary System: An Historical Overview », Washington DC, NBER, « Working Paper », n° 4033, 1992, p. 1-148.
- BORDO, Michael D. et EICHENGREEN, Barry, *A Retrospective on the Bretton Woods System*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- BORDO, Michael, HUMPAGE, Owen F. et SCHWARTZ, Anna J., « Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962 », Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n° 06/09, 2006, p. 1-57.
- BORDO, Michael et SCHWARTZ, Anna J., *Strained Relations, US Foreign-Exchange Operations and Monetary Policy in the Twentieth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
- BORDO, Michael, SIMARD, Dominique et WHITE, Eugene, « France and the Bretton Woods International Monetary System: 1960-1968' », in Jaime REIS (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London, MacMillan, 1995, p. 153-180.
- BOSSUAT, Gérard (dir.), *La France, l'Europe et l'aide au développement. Des traités de Rome à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013.

- BOUSSART, Jean-Marc et DELORME, Hélène (dir.), *La Régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- BRISSAC-FERAL, Claude, *La Politique américaine d'aide au développement : conflits entre le Président et le Congrès (1947-1979)*, Saint-Denis/Paris, Université de la Réunion/L'Harmattan, 2001.
- BURGIN, Angus, *The Great Depression. Reinventing Free Markets since the Depression*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- BUSSIERE, Éric, « La Banque de France et la réforme du système monétaire international : entre impératifs nationaux et solidarité des banques centrales européennes (1963-1968) », *Histoire, économie et société*, 1999, vol. 18, n° 4, p. 797-814.
- CAIRE, Guy, « L'URSS et l'aide économique au Tiers-Monde », *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960, p. 511-537.
- CALLEO, David P., *The Imperious Economy*, London/Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- CENCINI, Alvero, *Monetary Theory. National and International*, London and New York, Routledge, 1997.
- CHATRIOT, Alain, LEBLANC, Edgar et LYNCH, Édouard (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2012.
- CLAVERT, Frédéric et FEIERTAG, Olivier, « Les banquiers centraux dans la construction européenne : introduction », *Histoire, Économie et Sociétés*, n°4, 2011, p. 3-9.
- CONNELL, Carol M., *Reforming the World Monetary System: Fritz Machlup and the Bellagio Group*, London, Routledge, 2015.
- COOPER, Richard N., « Trade Policy as Foreign Policy », in Robert M. STERN (dir.), *US Trade Policies in a Changing World Economy*, Cambridge, The MIT Press, 1987.
- COPPOLARO, Lucia, *The Making of the World Trading Power. The European Economic Community (EEC) in the GATT Kennedy Round Negotiations (1963-1967)*, Burlington, Ashgate, 2013.
- COTÉ, Charles-Emmanuel, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n°1, décembre 2010, p. 115-176.
- CULLATHER, Nick, *The Hungry World. America's Cold War Battle against Poverty in Asia*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2010.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin, *La Politique étrangère des États-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- DAVID, François, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, coll. « Mondes contemporains », 2011.
- DEBLOCK, Christian, « Les États-Unis et l'investissement direct étranger. Une histoire à trois temps », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, « Notes de synthèse », septembre 2011, p. 1-48.
- DEBLOCK, Christian, « La politique commerciale américaine. Promenade guidée dans le jardin des théories », *Recherches internationales*, n°88, 2010, p. 127-154.

- DEIGHTON, Anne, « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne économique (1958-1963) », *Histoire, Économie, Société*, n° 1, 1^{er} trimestre 1994, p. 113-130.
- DRAMÉ, Papa et SAUL, Samir, « Le projet d'Eurafrrique en France (1946-1960) : quête de puissance ou atavisme colonial ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2004, n° 216, p. 95-114.
- DU BOIS, Pierre, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005, Euro qui comme Ulysse...*, Paris/Genève, PUF/Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, 2008.
- DUMOULIN, Michel (dir.), *Réseaux économiques et la construction européenne. Economic networks and European Integration*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004.
- EBENSTEIN, Alan, *Friedrich A. Hayek: A Biography*, London, Macmillan, 2014.
- EICHENGREEN, Barry, *Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- EICHENGREEN, Barry, *Globalizing Capital, A History of the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2^e édition, 2008.
- EICHENGREEN, Barry, *Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods*, Cambridge, The MIT Press, coll. « Cairoli lectures » 2007.
- EICHENGREEN, Barry, *From Benign Neglect to Malignant Preoccupation: US Balance-of-Payments Policy in the 1960s*, Washington DC, NBER, « Working Paper », n°7630, mars 2000.
- EICHENGREEN, Barry, « Le système de Bretton Woods : paradis perdu ? », *Revue d'économie financière*, « Hors-série : Mélanges pour un cinquantenaire », 1994, p. 263-276.
- EISENMANN, Pierre-Michel, « L'accord international sur le cacao », *Annuaire français de droit international*, vol. 21, 1975, p. 738-766.
- ETEMAD, Bouda, *L'Héritage ambigu de la colonisation. Économies, populations et sociétés*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2012.
- ETEMAD, Bouda, « L'Europe et le monde colonial. De l'apogée des empires à l'après-décolonisation », *Revue économique*, vol. 51, n°2, 2000, p. 257-268.
- EVANS, John W., *The Kennedy Round in American Trade Policy. The Twilight of the GATT?*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.
- FEIERTAG, Olivier, « Central Banks versus Money Markets? A History of French-American Monetary Cooperation (1960-1971) », in Harold JAMES et Juan Carlos MARTINEZ OLIVA, *International Monetary Cooperation across the Atlantic*, Frankfurt, Adelman, 2008, p. 79-90.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Les Banques centrales à l'échelle du monde/Central Banks at World Scale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Gouverner une banque centrale. Du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire de la Mission historique de la Banque de France », 2010.
- FENNEL, Rosemary, *The Common Agricultural Policy, Continuity and Change*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

- FLANDREAU, Marc, *International Financial History in The Twentieth Century: System and Anarchy* (avec C.L. HOLTFREICH et H. JAMES), Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- FOCSANEANU, Lazar, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 490-521.
- FRANCIS, Darryl R., « The Balance of Payments, the Dollar, and Gold », St Louis, Federal Reserve Bank of St Louis, 1968.
- FRIEDMAN, Milton et SCHWARTZ, Anna J., *A Monetary History of the United States 1867 to 1960*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- FROOT, Kenneth A., *Foreign Direct Investment*, Chicago, Chicago University Press, 1993.
- GALEAZZI, Floriane, « Quelle place pour le régionalisme monétaire à l'OCDE ? Étude sur la coopération monétaire au sein du WP3 (1970-1987) », *Les cahiers IRICE*, 2012/1, n°9, p. 139-152.
- GAVIN, Francis J., *Gold, Dollars and Power, The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2004.
- GEIGER, Till, « Western Defence, Economic Cooperation and the Atlantic Paradox: Multilateralism and Governmentality in the Cold War, 1949-1960 », in Régine PERRON et Guido THIEMEYER (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: New Perspectives in European Integration History*, Neuchâtel, Alphil, 2011, p. 177-198.
- GEIGER, Till, « NATO, Economic Security and European Integration », *Quaderni Forum*, vol. 16, 2002, p. 13-23.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, coll. « Notre siècle », 1983.
- GILLES-BASTIDON Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés financiers internationaux*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2010.
- GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- GILPIN, Robert, *US Power and the International Multinational Corporation. The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975.
- GOLDSTEIN, Judith, *Ideas, Interests and American Trade Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.
- GOWA, Joanne, *Closing the Gold Window. Domestic Politics and the End of the Bretton Woods*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1983.
- GRAZ Jean-Christophe, *La Gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.
- GRAZ, Jean-Christophe, *Aux sources de l'OMC. La Charte de La Havane, 1941-1950*, Genève, Librairie Droz, coll. « Publications d'histoire économique et sociale internationale », 1999.

- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, coll. « Cité européenne », 2009.
- HATAWAY, Dale E., *Agriculture and the GATT: Rewriting the Rules*, Washington DC, Institute for International Economics, septembre 1987.
- HEFFER, Jean, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, Paris, col. « Cursus », 2^e éd. 1992.
- HETZEL, Robert, *The Monetary Policy of the Federal Reserve: A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- HOFFMANN, Stanley, *Le Dilemme américain: Suprématie ou ordre mondial*, Paris, Économica, 1982.
- HUDEC, E. Robert, *Developing Countries in the GATT Legal System*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- JAMES, Harold, *Making the European Monetary Union*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- JAMES, Harold, *International Cooperation since Bretton Woods*, IMF, Washington DC, 1996.
- KASPI, André, *John F. Kennedy, un président, une famille, un mythe*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2013.
- KATZ, Bernard S. et VENCILL, Daniel C., *Biographical Dictionary of the United States Secretaries of the Treasury, 1789-1995*, Greenwood Publishing Group, 1996.
- KAUFMAN, Burton I., *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982.
- KEBABDJIAN, Gérard, *Les Théories de l'économie politique internationale. La pensée économique contemporaine (5)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- KEYNES, John M., « The Policy of Government Storage of Food-Stuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, vol. 48, n° 191, septembre 1938, p. 449-460.
- KINDLEBERGER, Charles, *Histoire mondiale de la spéculation financière de 1700 à nos jours, Finance, éthique, confiance*, Paris, Éditions P. A. U., 1994.
- KRUGMAN, Paul, OBSTFELD, Maurice et MELITZ, Marc, *Économie internationale*, Montreuil, Pearson France, 9^e édition 2013.
- KUNZ, Diane B., *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University, 1994.
- L'HUILLIER, Jacques, *Les Organisations internationales de coopération économique et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Genève, Institut universitaire des Hautes études internationales, coll. « Études et travaux », n°9, 1969.
- LACHARRIERE, Guy (de), « Aspects récents du classement d'un pays comme moins développé », *Annuaire français de droit international*, vol. 13, 1967, p. 703-716.
- LARSON, Deborah Welch, *Anatomy of Mistrust. US-Soviet Relations during the Cold War*, Cornell University Press, 2000.

- LATHAM, Michael E., *Modernization as Ideology. American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 2000.
- LEBOUTTE, René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Berne, Peter Lang, 2008.
- LECUYER, Christophe, « Hautes technologies et techniques de production aux États-Unis », Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *Entreprises de haute technologie, États et souveraineté*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 317-324.
- LEFFLER, Melvyn P. et PAINTER, David S., *Origins of the Cold War. An International History*, New York/London, Routledge, 2e édition 2005.
- LELART, Michel, *Le Système monétaire international*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1991.
- LELART, Michel, *Le Dollar, monnaie internationale. Le rôle des États-Unis dans la création monétaire internationale*, Paris, Éditions Albatros, 1975.
- LEMESLE, Raymond-Marin, *La Convention de Lomé. Principaux objectifs et exemples d'actions, 1975-1995*, Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1996.
- LENAIN, Patrick, *Le FMI*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 4e édition, 2004.
- LUDLOW, Piers, *Dealing with Great Britain. The Six and the First Application to the ECC*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- MARJOLIN, Robert, *Le Travail d'une vie. Mémoires 1911-1986*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- MARSEILLE, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005.
- Mc COMBIE, J. S. L. et THIRLWALL, A. P., *Economic Growth and the Balance of Payments Constraints*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 1993.
- MELANDRI, Pierre, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « L'historien », 1982.
- MELTZER, Allan H., « US Policy in the Bretton Woods Era », *The Homer Jones Lecture, Review*, n°73 (mai-juin), p. 54-83.
- MELTZER, Allan H., *A History of the Federal Reserve*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, vol. 1 : 1913-1951, 2010, vol. 2 : 1970-1986.
- MEUNIER, Sophie, *L'Union fait la force, L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux Débats », 2005.
- MILWARD, Alan, *The European Rescue of the Nation-State*, London, Routledge, 1992.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978), Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27, 28 mai 1999, Tome I*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.
- MIROWSKI, Philip et PLEHWE, Dieter, *The Road from Mont Pélerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

- MONNET, Éric, « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013, p. 83-100.
- MORAVCSIK, Andrew, « Général de Gaulle between Grain and Grandeur: the Political Economy of French EC, 1958-1970 », *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, n° 2, Printemps 2000, p. 3-43.
- MUCCHIELLI, Jean-Louis, *Multinationales et mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- PACH, Chester J. Jr., « Introduction », Kathryn C. STATLER et Andrew L. JOHNS (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006.
- PAQUIN, Stéphane, *Théories de l'économie politique internationale. Cultures scientifiques et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Domaine Économie politique », 2013.
- PASTOR, Robert, *Congress and the Politics of US Foreign Economic Policy, 1929-1976*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- PATERSON, Thomas G. (dir.), *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1989.
- PEARCE, Kimber Charles, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*, East Lansing, Michigan University Press, 2001.
- PERRON, Régine, *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2014.
- PERRON, Régine, *The Stability of Europe. The Common Market: Towards European Integration of Industrial and Financial Markets? (1958-1968)*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2004.
- PERRON, Régine, *Le Marché du charbon, un enjeu entre l'Europe et les États-Unis de 1945 à 1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- PERRON, Régine et THIEMEYER, Guido (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: new perspectives in European integration history*, Neuchâtel, Alphil, 2011.
- PRASHAD, Vijay, *Les Nations obscures. Une histoire populaire du tiers monde*, Montréal, Éditions Écosociété, 2009.
- RAFFINOT, Marc et VENET Baptiste, *La Balance des paiements*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.
- RAGHAVAN, Chakravarthi, *Recolonisation: l'avenir du Tiers Monde et les négociations du GATT*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- RAINELLI, Michel, *L'OMC*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011.
- REIS, Jaime (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London/New York, McMillan Press/St. Martin's Press, 1995.
- RESTA, Manlio, « Analyse d'une récession. Essai de diagnostic économique », *Revue économique*, vol. 10, n°2, 1959, p. 201-219.

- ROBSON, Peter, « La Communauté européenne et l'intégration économique régionale dans le Tiers Monde », *Tiers-Monde*, vol. 34, n° 136, 1993, p. 859-879.
- ROTHSCHILD, Robert, *Un Phénix nommé Europe, Mémoires 1945-1955*, Bruxelles, Racine, 1997.
- SCHENK, Catherine, « The Market vs the State: Capital Market Integration in the 1960s », in Régine PERRON, *The Stability of Europe*, Paris, PUPS, 2004, p. 141-157
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr., *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, New York, Fawcett Premier, 14^e édition, 1992.
- SERFATY, Simon, *La Politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan. Les années difficiles*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1986.
- SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, *Le Défi américain*, Paris, Denoël, 1967.
- SICARD, Pierre, « Le Kennedy Round, une entreprise ambiguë », *Histoire, économie et société*, n° 1, 2003, p. 59-70.
- SICARD, Pierre, *Histoire économique des États-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, coll. « Histoire 128 », 1995.
- SINGER, Hans W., « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, p. 489-498.
- SMITH, Tony, *America's Mission, The United States and the Worldwide Struggle for Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- SORENSEN, Theodore C., *Kennedy*, New York, Smithmark, 1965.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- STATLER, Kathryn C. et JONES, Andrew L. (dir), *The Eisenhower Administration, the Third World and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, coll. « The Harvard Cold War Studies Book », 2006.
- STEDMAN, Daniel Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2012.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny. American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill and Wang, 1995.
- STEWART, Patrick, *The Best Laid Plans, The Origins of American Multilateralism and the Dawn of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2009.
- STRANGE, Susan, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- STRANGE, Susan, « Truman's Point Four », *Year Book of World Affairs*, 1950, p. 264-288.
- THUAN, Trinh Xuan, *Le Cosmos et le Lotus. Confessions d'un astrophysicien*, Paris, Albin Michel, 2011.
- THUYBAERT, Prosper, *L'Art de la diplomatie multilatérale*, Vander, Bruxelles, 1991.
- TOBIN, James et WEIDENBAUM, Murray (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2^e édition, 1989.

- TONIOLO, Gianni, *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements, 1930-1973*, New York, Cambridge University Press, 2005.
- TOUSCOZ, Jean, « La coopération internationale et les matières premières exportées par les pays du Tiers Monde : les conditions d'un échange égal », *Tiers-Monde*, vol. 17, n°66, 1976, p. 539-560.
- TOYE, John et TOYE, Richard, *The U. N. and Global Political Economy: Trade, Development Economics*, Bloomington, Indiana University Press, 2^e édition, 2004.
- VALLUIS, Bernard, « Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve », FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, reconnue d'utilité publique), *Point de vue n°1*, avril 2013, p. 1-33.
- VAN DER WEE, Herman, *Histoire économique mondiale, 1945-1990*, Louvain-la-Neuve, Academia Duculot, 1990.
- VIDAL, Jean-François, *Les Fluctuations internationales de 1890 à nos jours*, Paris, Économica, 1989.
- WALLACE, Helen, POLLACK, Mark A., YOUNG, Alasdair R., *Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- WARLOUZET, Laurent, *Le Choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, CHEFF, 2011.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev*, Paris, PUF, coll. « QSJ » n°3038, 1995.
- WESTAD, Odd Arne, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WILKINS, Mira, *The History of Foreign Investment in the United States to 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- WILKINS, Mira, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, Harvard University Press, coll. « Harvard Studies in Business History », n° 27, 1974.
- WOOD, John, *A History of Central Banking in Great Britain and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WOOLCOCK, Stephen, « European Union Policy towards Free Trade Agreements », Bruxelles, ECIPE, « Working Paper », n°03, 2007, p. 1-15.
- YEAGER, Leland B., *International Monetary Relations*, New York, Harper and Row Publishers, University of Virginia, 1966.
- YOUNG, Alasdair R., « Extending European Cooperation. The adaptation of European Foreign Economic policy; from Rome to Seattle », *Journal of Common Market Studies*, vol. 38, n°1, 2000, p. 93-116.
- ZEILER, Thomas W., *American Trade and Power in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1992.
- ZIMMERMANN, Hubert, *Money and Security: Troops, Monetary Policy, and West Germany's Relations with the United States and Britain, 1950-1971*, New York, Cambridge University Press, 2004.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Ackley, Gardner 284.
 Anderson, Robert B. 38, 58, 59, 67, 68, 120.
 Ansiaux, Hubert 139.

B

Baird, Julian 38.
 Ball, George 48, 92, 100, 131, 148, 175, 219, 221, 226, 227, 233.
 Bauer, Peter 290.
 Beyen, Johan Willem 168.
 Blessing, Karl 130.
 Bobba, François 120, 121, 154.
 Brentano, Heinrich von 100
 Bridge, Roy 66.
 Brunner, Karl 290.
 Bush, George W. Jr. 46.

C

Campos, Roberto 200.
 Castro, Fidel 57, 215, 270
 Churchill, Winston 54.
 Connally, John 147.
 Cromer (Lord) 164.

D

Dillon, Douglas 31, 49-51, 57, 70, 81, 87, 111, 119, 120, 127, 132, 138, 144, 147, 152, 153, 173, 185, 222, 226, 268, 271, 280, 284, 285, 288.
 Dowling, Walter C. 101.

E

Eisenhower, Dwight D. *passim*.
 Erhard, Ludwig 130, 238, 245.
 Etsel, Franz 130.

F

Freeman, Orville L. 53, 226.
 Friedman, Milton 112, 283, 285, 286, 287, 289
 Furtado, Celso 201.

G

Galbraith, John K. 52, 53, 269, 284.
 Gaulle, Charles de 132, 147, 157, 158, 160, 164, 170, 184, 185, 232, 234-239.
 Getz-Wold, Knut 183.
 Giscard d'Estaing, Valéry 132, 146, 149.
 Goldwater, Barry 287, 288.
 Grewe, Wilhelm 130.
 Guderman, Edward 112, 289.
 Guindey, Guillaume 63.

H

Haberler, Gottfried 197, 200-204, 206-209, 211, 214, 215, 228, 229, 243, 244, 250, 289, 290.
 Hallstein, Walter 91, 108, 210, 222.
 Hansen, Alvin H. 37.
 Hayek, Friedrich A. von 284.
 Hayes, Alfred 43, 68.
 Heckscher, Eli 201.
 Heller, Walter W. 51, 53-55, 98, 99, 138-141, 146, 148, 174, 176, 177, 284.

Hicks, John R. 37.

Hijzen, Theodorus 246.

Ho Chi-Minh 215.

Hodges, Luther H. 79, 95, 104, 134.

Hoffman, Paul 168.

J

Jacobson, Per 142, 143.

Johnson, Lyndon B. 274.

K

Kaysen, Carl 160.

Kennedy, John F. *passim*.

Keynes, John Maynard 53-55, 112, 119, 140, 148, 149, 174, 177, 182, 201, 207, 256.

Khrouchtchev, Nikita 13, 20, 44-48, 57, 103, 107, 108, 285.

Killingworth, Charles 174.

Kristensen, Thorkil 158.

L

Lacharrière, Guy de 196, 253.

Lal, Deepak 290.

Lumumba, Patrice 102.

M

MacArthur, Douglas 220, 234.

MacMillan, Harold 219.

Marjolin, Robert 24, 124, 127, 150-152, 154-157, 160, 164, 167, 168, 172, 239, 246.

Maudling, Reginald 150, 153, 154.

McChesney Martin, William 51, 147, 157.

Meade, James 201.

Monnet, Jean 135, 155-157, 159, 235.

Myrdal, Gunnar 174.

N

Nathan, Robert R. 174.

Nixon, Richard 14, 51, 59, 62, 129, 147, 287, 289

O

Ohlin, Bertil 201.

Okun, Arthur 284.

P

Parsons, Maurice 156.

Patinkin (Don) 37.

Petersen, Howard 231.

Pompidou, Georges 132.

Porter, Paul R. 103.

Prebisch, Raúl 203, 204, 254, 256, 265, 282, 290, 291.

Posthuma, Suardus 150, 151, 153, 154.

Preti, Luigi 245.

R

Reagan, Ronald 287-289, 291.

Reuss, Henry S. 57.

Ricardo, David 200.

Rockefeller, Nelson 75.

Roosa, Robert V. 51, 58, 129, 130, 143, 147, 148, 151, 153, 162, 164.

Roosevelt, Franklin D. 21, 46, 55, 56, 174, 296.

Rostow, Walt 24, 47, 237, 242, 265, 266, 282, 290.

Royer, Jean 217.

Rueff, Jacques 159.

Rusk, Dean 103, 219.

S

Samuelson, Paul A. 38, 201.

Schlesinger, Arthur M. Jr. 145-147, 149, 173, 185.

Schweitzer, Pierre-Paul 161.

Sharp, Mitchell 262.

Singer, Paul 256, 290, 291.

Smith, Adam 174, 296.

Solow, Robert 112, 284.

Southard, Frank A. Jr. 67.
Spaak, Paul-Henri 171, 219, 234, 235.
Steed, Tom 93.
Sukarno, Achmed 102.

T _____
Tinbergen, Jan 200, 201.
Tobin, James 112, 145-148, 283, 284.
Triffin, Robert 119, 120, 125, 126, 128, 133,
134, 138, 140, 146, 148, 150, 151, 157, 164.
Truman, Harry 97, 98, 190.
Tuthill, John Wills 174, 245.

V _____
Van der Lee, Jacob Jan 210.
Van Lennep, Emile 151.
Viaud, Maurice 253.

W _____
Weidenbaum, Murray 283.
Willis, George H. 31, 42, 49, 61, 66, 100, 129.
Wilson, Woodrow 21.
Wyndham White, Eric (Sir) 193.

INDEX DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES
(INTERNATIONALES ET RÉGIONALES)
ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

A _____

- Accord monétaire européen (AME) 125, 156, 158, 161.
Agence internationale de développement (AID) (EU) 9, 12, 75, 253, 259, 261, 272, 273.
Association européenne de libre-échange (AELE) 92, 219, 231, 252.

B _____

- Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) 9, 293.
Banque d'Angleterre 66, 67, 164.
Banque d'Italie 71.
Banque de Belgique 139.
Banque de développement interaméricaine 105.
Banque de France 66, 68, 119, 132, 145, 185.
Banque de Norvège 183.
Banque des règlements internationaux (BIS) 9, 63, 117, 139, 279, 286.
Banque Export-Import (EU) 105, 274.
Banque fédérale de réserve (Réserve fédérale) (EU) 51, 53, 183, 286.
Banque fédérale de réserve de New York 42, 68, 82, 147, 158.
Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) 9, 12, 19, 100, 105, 153, 251.

- Banque mondiale 12, 32, 52, 55, 100, 197, 204, 294.
BRICS 293.
Bureau du Budget (EU) 43, 44, 102, 104, 165, 179, 191, 272.

C _____

- Comité d'action de Jean Monnet 155, 159.
Comité de l'agriculture (OMC) 199.
Comité de la politique économique (OCDE) 162, 170.
Comité des gouverneurs des Banques centrales des pays membres (CEE) 143, 152, 153.
Comité des négociations tarifaires (GATT) 230.
Comité du cabinet sur la balance des paiements (EU) 273.
Comité monétaire (CEE) 126, 127, 137, 150, 151, 159, 160.
Commission européenne (CEE) 9, 24, 91, 92, 108, 118, 120, 125-127, 135, 143, 150-155, 159, 164, 171, 172, 178, 185, 197, 210, 237, 239, 245, 246, 252, 254, 263, 269, 270.
Commission économique pour l'Afrique (ONU) 213.
Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) (ONU) 9, 283.

- Commonwealth 34, 97, 171, 194, 195, 205, 211, 213, 220, 221, 233-235, 238, 239, 246, 247.
- Communauté économique européenne (CEE) 9, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 32, 34, 48, 49, 79, 91-93, 95-97, 108, 113, 118-122, 123-129, 132, 134, 135, 137, 138, 142, 145, 150-154, 156-160, 162, 164-167, 169, 171-173, 177, 180, 182, 184, 190, 193, 194, 198, 200, 203, 205-213, 217-223, 226-233, 235-239, 241, 244, 246, 247, 249-252, 254, 255, 263, 265, 275-277, 282.
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) 9, 12, 161, 167, 168, 220, 237.
- Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) 9, 12, 23, 197, 200, 203, 207, 242, 249-257, 265, 276, 277, 282.
- Conseil des ministres (OCDE) 175.
- Conseil des ministres des Finances (CEE) 126, 159.
- Council of Economic Advisers (CEA) (EU) 9, 51, 53, 54, 99, 112, 128, 138, 140, 141, 144-149, 151, 161, 164, 176, 269, 272, 283.
- Council on Foreign Economic Policy (EU) 105.
- D** _____
- Département d'Etat (EU) 48, 75, 92, 100, 105, 156, 161, 170, 175, 212, 214, 219-224, 226-228, 232, 236, 241, 242, 257, 259, 272.
- Département de l'Agriculture (EU) 96, 274.
- Département du Commerce (EU) 20, 78, 79, 81, 82, 95, 103, 134, 175, 220, 221, 225, 257-259, 261, 266.
- Département du Travail (EU) 213-215, 259.
- Département du Trésor (EU) 30, 32, 38, 41, 42, 49-51, 61, 62, 64, 65, 67, 69-72, 77-79, 81, 83, 85-88, 91-95, 98-100, 105, 112, 119, 120, 122, 123, 125-127, 129-132, 134, 138, 140, 141, 143-145, 147-149, 152, 156-158, 160-164, 176, 183, 185, 222, 227, 228, 261, 266, 268-274, 280, 283, 285, 286, 288, 289, 295.
- Development Assistance Group (DAG) 9, 32, 100, 101, 276, 277, 282.
- Development Loan Fund (DLF) 9, 32, 105, 106.
- Direction générale de l'économie et des finances de la Commission européenne DG II (CEE) 24, 120, 121, 123-126, 128, 133-135, 138, 142, 171.
- Direction générale des Affaires générales (étrangères) de la Commission européenne DG I (CEE) 24.
- E** _____
- États africains et malgache associés (EAMA) 9, 194, 205, 208, 240, 241, 252.
- European Cooperation Administration (ECA) 9, 168.
- F** _____
- Fonds de développement pour les pays européens sous-développés (OCDE) 157.
- Fonds européen de développement (FED) (CEE) 9, 190, 276, 277, 282.
- Fonds européen de réserve (CEE) 135, 155.
- Fonds monétaire international (FMI) 9, 12, 17, 19, 20, 23, 27, 52, 58, 63-65, 68, 69, 72, 77, 105, 113, 117, 119, 120, 125-127, 129, 135, 137-145, 147, 149-151, 153-161, 163, 164, 169, 173, 184, 185, 197, 202, 204, 207, 208, 251, 257, 275-280, 288, 290, 291, 293, 296.
- Food and Agriculture Organization (FAO) 9, 12, 190, 251, 263, 276, 277.
- G** _____
- General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) 9, 12, 17, 19, 23, 32, 48, 58, 91, 92, 96, 113, 120, 145, 167, 168, 189-191, 193, 194-199, 200-202, 206-209, 213-219, 223, 224, 226, 227-229, 231, 232, 237-240, 243, 244-247, 249, 251, 252, 254-256, 261, 264-266, 275-277, 279, 280, 282, 289-291.
- Groupe des Dix (G10) (FMI) 20, 117, 142, 145, 160, 163, 164, 184, 277, 279.

I _____

International Cooperation Administration (ICA) (EU) 9, 775, 76, 105, 196.

International Development Association (IDA) 9, 32, 100, 105.

M _____

Marché commun (CEE) 79, 92, 93, 96, 143, 151, 152, 157, 160, 166, 168, 170, 172, 194, 208, 211, 217-223, 232, 234, 243, 235-238, 245, 251, 295.

N _____

National Advisory Council (EU) 44.

National Security Council (EU) 105, 235.

O _____

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) 9, 12, 17, 23, 35, 52, 58, 100, 101, 111, 113, 117, 118, 140, 141, 151, 154, 155, 157, 158, 161-166, 169-185, 193, 244, 252, 260, 274-277, 279, 280, 281, 288, 289.

Organisation des Nations Unies (ONU) 9, 12, 17, 19, 23, 34, 35, 58, 102, 103, 113, 145, 190, 196, 207, 213, 245, 247, 249, 250, 252, 253, 262, 275-277, 281, 283, 292, 296.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) 9, 12, 17, 35, 50, 58, 89, 101, 102, 145, 170, 171, 220, 234-236, 239, 270, 275-277.

Organisation européenne de coopération économique (OECE) 9, 12, 32, 52, 165, 166-170.

Organisation internationale du commerce (OIC) 9, 19, 255, 256.

Organisation mondiale du commerce (OMC) 9, 195-197, 199, 200, 209, 229, 231, 251, 253, 292, 293, 295, 296.

P _____

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) 9, 13, 194, 205, 208-210, 221.

Programme alimentaire mondial (PAM) 9, 190, 276, 277.

U _____

Union de l'Europe occidentale (UEO) 9, 238.

Union européenne (UE) 9, 12, 13, 292, 295, 296.

Union européenne de réserve (UER) 9, 156-158.

Union européenne des paiements (UEP) 9, 156, 157, 161.

W _____

Working Party-3 (WP-3) (OCDE) 117, 151, 155, 162, 171.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage se situe dans le prolongement de celui intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, paru aux PUPS en 2014.

Je voudrais ici renouveler l'expression de ma reconnaissance à Dominique Barjot, garant de l'habilitation de recherches. Et remercier aussi le laboratoire CICC (devenu AGORA) de l'université de Cergy-Pontoise ainsi que le Conseil scientifique, pour m'avoir octroyé un congé de recherches. Ce congé m'a permis de commencer la rédaction de cet ouvrage.

Ici, je souhaite remercier le jury de la soutenance de l'habilitation à diriger les recherches, pour ses remarques et pour le fructueux débat, Dominique Barjot, Bouda Etemad, Olivier Forcade, Michel Margairaz, René Leboutte et Samir Saul. Et tout particulièrement Olivier Forcade, responsable des Presses de l'Université Paris-Sorbonne, pour avoir proposé de publier ce manuscrit dans le sillage du premier tome sur l'histoire du multilatéralisme. Je voudrais aussi remercier spécialement Samir Saul pour m'avoir invitée au département d'Histoire de l'université de Montréal de janvier à juin 2018.

Ce travail, je dois le reconnaître, s'est identifié à une véritable ascension de l'Everest...

LISTE DES GRAPHIQUES, SCHÉMAS ET TABLEAUX

GRAPHIQUES

Graphique 1. Les réserves d'or et les obligations extérieures des États-Unis de 1951 à 1976 (en milliards de dollars)	36
Graphique 2. Les prix de l'or nominal et réel de 1934 à 1973 (en dollars, à 35 dollars l'once d'or depuis 1934)	39
Graphique 3. Les réserves d'or américaines de 1951 à 1976 (en millions de dollars) ..	60
Graphique 4. Évolution des prix des produits primaires (ou tropicaux) de 1960 à 1965 (en centimes de dollars la livre, c/lb)	243

SCHÉMAS

Schéma 1. Modèle du multilatéralisme (de 1945 à nos jours)	12
Schéma 2. Nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963)	276

TABLEAUX

Tableau 1. Le modèle d'études pour une histoire multilatérale	18
Tableau 2. Aspects de la balance des paiements américaine selon la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 (en milliards de dollars)	34
Tableau 3. Taux d'inflation annuel aux États-Unis	37
Tableau 4. Production d'or des États-Unis et du monde (non compris l'URSS) (en millions de dollars, à 35 dollars l'once d'or)	39
Tableau 5. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis et les réserves d'or (en millions de dollars)	60
Tableau 6. Solde commercial (Exportations en biens et services - Importations en biens et services), sorties de capitaux privés et publics et sorties d'or des États-Unis (en milliards de dollars)	62
Tableau 7. Ventes d'or des États-Unis aux pays européens (en millions de dollars)	65
Tableau 8. Récapitulatif du prix de l'or sur le marché à Londres d'octobre 1960 à février 1961	68

Tableau 9. Retours des investissements et sorties de capitaux, de 1956 à 1960 (en millions de dollars)	77
Tableau 10. Les investissements directs (ID) des entreprises des États-Unis de 1950 à 1959 sur la base de 1948 (en millions de dollars)	83
Tableau 11. Les bénéfices non-distribués des investissements directs des compagnies américaines à l'extérieur par zone géographique et par industrie pour l'année 1959 (en millions de dollars).....	84
Tableau 12. Taux d'intérêt du dollar (en pourcentage)	87
Tableau 13. Exportations et importations des biens et services des États-Unis (en millions de dollars)	90
Tableau 14. Évolution des taux d'escompte en 1960 et rendement des bons du Trésor (octobre 1960)	123
Tableau 15. Réserves d'or et dettes à court terme des États-Unis (situation en fin de période) (en milliards de dollars).....	133
Tableau 16. Taux de croissance du Produit national brut (PNB) par an et par habitant de 1950 à 1960 (en pourcentage).....	181
Tableau 17. Exportations par produit en provenance de l'ensemble des pays en voie de développement vers la CEE, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS de 1958 à 1960 (en valeur 1000 dollars).....	198
Tableau 18. Les fluctuations des prix des produits de base (1953 =100)	204
Tableau 19. Les droits de douane d'importation les plus élevés en 1957.....	205
Tableau 20. « Liste comprenant les produits pour lesquels il est proposé que le niveau au TEC soit réduit de 50% » en 1961	211
Tableau 21. Exportations et importations (totales et par produit) des États-Unis vers et en provenance de l'Europe de l'Ouest de 1960 à 1962 d'après le département du Commerce des États-Unis en 1961 (en millions de dollars)	225
Tableau 22. Balances commerciales comparées des échanges des pays en voie de développement (PVD) de 1953 à 1963 (en millions de dollars)	240
Tableau 23. La dette des pays en développement et l'aide économique occidentale de 1956 à 1961 (en millions de dollars).....	241
Tableau 24. La balance des paiements américaine de 1960 à 1963 (y compris novembre et décembre).....	268

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations.....	9
-----------------------------	---

INTRODUCTION

Une histoire du multilatéralisme	11
Le prisme de la balance des paiements américaine.....	11
Une méthodologie adaptée à l'histoire du multilatéralisme.....	17
Les trois partenaires du « monde libre » multilatéral : les enjeux du multilatéralisme	22

PREMIÈRE PARTIE

LES ÉTATS-UNIS ET LE DÉFICIT DE LEUR BALANCE DES PAIEMENTS : UN DANGER ? (1958-1961)

CHAPITRE I

Résoudre ou non le déficit de la balance des paiements américaine ?	29
La dramatisation du déficit	29
Les causes du déficit présentées par Eisenhower	29
Le difficile partage du fardeau avec les pays alliés.....	31
Le bilan présenté par Eisenhower	33
Le choix d'une « discipline monétaire ».....	40
Un « équilibre raisonnable de la balance des paiements »	41
Restaurer la confiance des marchés financiers.....	41
Réorganiser la politique économique extérieure des États-Unis.....	43
Les dernières mesures transmises à Kennedy	49
Restaurer la confiance dans le dollar : l'objectif repris par Kennedy	50
Le discours rassurant sur l'état de la nation du 30 janvier 1961.....	50
Le discours sur la balance des paiements du 6 février 1961	51
Le dilemme de la balance des paiements	52
Le choix de l'équilibre budgétaire	56

CHAPITRE II

De l'or et des dollars	59
Le dollar en danger	59
L'équilibre entre les réserves d'or et le solde commercial.....	59
Dévaluer ou non le dollar ?	63
Le combat contre le marché de l'or à Londres.....	66

Le retour du problème des sorties d'or en été 1961	70
Les sorties de capitaux américains : un problème délicat	73
La remise en cause des faveurs fiscales sous Eisenhower	74
La suppression des faveurs fiscaux : un succès pour Kennedy?	80
La question des bénéficiaires non rapatriés au pays	82

CHAPITRE III

Miser sur la relance des exportations et le partage des dépenses publiques extérieures

.....	89
La solution des exportations	90
Utiliser le GATT : l'objectif d'Eisenhower	91
Les importations du pétrole américain	93
La réponse de Kennedy avec l' <i>Export Expansion</i> et le <i>Trade Expansion Act</i>	95
La solution de partage de l'aide au développement	97
Encourager les prêts à long terme bilatéraux des pays européens	98
Le discours sur l'aide étrangère de Kennedy le 22 mars 1961	102
Comparaison avec l'aide étrangère soviétique	106

324

DEUXIÈME PARTIE

L'EUROPE DE L'OUEST ET LE « DÉFICIT IMPÉRIEUX » DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE (1961-1963)

CHAPITRE IV

Impliquer la Communauté économique européenne	119
La prudence de la Commission européenne	120
Les propositions de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE	120
Les réponses des ministres des Finances des Six et du Comité monétaire de la CEE	126
Le point de vue de la CEE sur le discours de Kennedy du 6 février 1961	127
Les « expédients à court terme »	129
La réévaluation du deutschemark (mars 1961)	129
Le remboursement anticipé des dettes aux États-Unis (1962)	131
Les inquiétudes de la Communauté économique européenne (1962-1963)	132
La persistance du déficit américain	133
La solvabilité des États-Unis en question	134

CHAPITRE V

Resserrer la coopération transatlantique au sein du Fonds monétaire international	137
Le fonds monétaire international doit-il être réformé?	137
L'éventuel recours des États-Unis au FMI	138
Augmenter les ressources du FMI en 1961	139
La réunion du FMI à Vienne en septembre 1961	141
L'internationalisation du déficit américain en 1962	144

La position réformiste du Council of Economic Advisers	145
L'offensive du département du Trésor	147
Une réforme du système monétaire international prévue en 1965 ?	149
La réunion du Fonds monétaire international le 17 septembre 1962.....	153
Coopérer avec une Europe monétaire, l'OCDE ou le FMI?.....	155
L'adhésion des États-Unis à un Fonds de réserve européen?.....	155
Le projet d'une Europe monétaire.....	159
L'entrée en jeu du Working Party-3 de l'OCDE.....	162

CHAPITRE VI

Relancer la croissance économique dans le cadre de l'OCDE	165
Créer l'OCDE face à la CEE?.....	165
Les enjeux passés de l'OECE de 1948 à 1960.....	167
La Communauté atlantique face au plan Fouchet.....	170
Le danger de la dissolution de la CEE dans l'OCDE.....	171
Une autre vision de la prospérité.....	173
« La croissance économique soutenue » fixée à 50 %.....	173
La compétition économique du « bloc sino-soviétique »	179
Prendre en compte le déficit de la balance des paiements américaine.....	182

TROISIÈME PARTIE

LA SOLUTION MULTILATÉRALE AU DÉFICIT AMÉRICAIN : LE COMMERCE MONDIAL AVEC L'EUROPE DE L'OUEST ET LE TIERS MONDE (1961-1963)

CHAPITRE VII

La relance des exportations dans le cadre du GATT : les limites du Dillon Round (septembre 1960-juillet 1962)	193
Les difficiles négociations entre la CEE et les pays en développement (octobre 1960 - mai 1961).....	193
Le statut des pays en développement au GATT	195
Le rapport décisif d'Haberler de 1958	197
La première phase du Dillon Round (octobre 1960-mai 1961)	208
Les protestations des pays en développement	209
Les négociations entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis (1961).....	217
L'offre de baisse linéaire des Six	217
Les difficultés des États-Unis face aux déceptions des Six et de la Grande-Bretagne.....	218
La Grande-Bretagne et la CEE dans une même institution régionale économique?.....	219
Les compromis sur certains produits industriels et agricoles.....	221
Poursuivre ou interrompre les négociations?.....	225
La IX ^e réunion du GATT (novembre-décembre 1961).....	228

CHAPITRE VIII

Équilibrer les relations grâce au futur Kennedy Round (1962-1963)	231
Quelques éléments sur le <i>Trade Expansion Act</i>	231
Négocier les produits agricoles entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest	233
Les produits agricoles tempérés et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE	233
La Politique agricole commune et les compromis pour le Kennedy Round	237
Le partage du fardeau : garder les pays du Tiers Monde dans le GATT (1962-1963)	239
Le problème des recettes tirées des exportations.....	239
Une réduction de 50 % des droits de douane?.....	244

CHAPITRE IX

Les mesures commerciales hors du GATT (1962-1963)	249
La conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (1962-1963) : un contrepois au GATT?	249
Les origines du projet.....	249
Les stratégies des États-Unis et de la CEE	251
La version définitive de la Conférence	253
Les accords mondiaux sur les produits tropicaux :	
une « solution politique » des États-Unis	255
La Charte de La Havane de 1948	255
Un moyen de relancer les exportations américaines.....	256
Deux exemples d'accords mondiaux : le café et le cacao	262
La réunion du GATT en mai 1963.....	264

CONCLUSION

Un nouveau « monde libre » multilatéral	267
Le bilan de la balance des paiements américaine à la fin de la présidence de John F. Kennedy	267
Le schéma du système multilatéral construit autour du déficit américain depuis 1960	275
La politique économique extérieure des États-Unis à travers le système multilatéral ou une nouvelle diplomatie économique et multilatérale	278
L'ère du multilatéralisme jusqu'à nos jours.....	292
Glossaire.....	295
Sources.....	297
Bibliographie	301
Index des noms de personnes	311
Index des organisations multilatérales (internationales et régionales) et des institutions nationales	315
Remerciements.....	319
Liste des graphiques, schémas et tableaux.....	321